



ᐃᐅᐃᑦ ᑕᐱᓃᑦ ᑲᐱᑕᑦ
INUIT TAPIRIIT KANATAMI

2008 - 2009

RAPPORT ANNUEL

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE	3
DÉPARTEMENT DE LA SANTÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT	6
Le Comité national inuit sur la santé	6
La tuberculose	7
La sécurité alimentaire	8
Le Groupe de travail de l'ITK et de Santé Canada	9
La Stratégie nationale de traitement	9
Le cancer	10
Les Services de santé non assurés – Soins dentaires	10
Le Fonds de transition pour la santé des Autochtones	10
ArcticNet	11
Les enfants et la jeunesse	12
La Stratégie de lutte contre le tabagisme chez les Inuits	12
L'Initiative sur le diabète chez les Autochtones	13
Les ressources humaines en santé	14
Le mieux-être mental	14
Le changement climatique	14
Les contaminants	16
La recherche	16
Les initiatives en matière de recherche et de données	17
La <i>Loi sur les espèces en péril</i>	17
Les questions fauniques	18
Les soins à domicile et en milieu communautaire	21

Le rapport sur la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i>	21
L'Année polaire internationale	22
La prévention du suicide	23
DÉPARTEMENT DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE	25
L'Éducation	25
Les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2010 à Vancouver	28
Le développement économique	30
La jeunesse	30
Le développement de la petite enfance	30
Le projet sur les enfants inuits ayant des besoins particuliers	31
Le Sommet national des femmes autochtones	32
La langue et la culture	32
L'art inuit	33
DÉPARTEMENT DES COMMUNICATIONS	34
Soutien médiatique	34
Tournée de l'Arctique inuit	34
Édition	35
Technologie	35
MERCI DE VOS DONNS À ITK	36
DÉPARTEMENT DES FINANCES	37
Rapport des vérificateurs	38
Bilan sommaire	39
État des résultats sommaire	40
Sommaire de l'état de modifications à l'actif net	41

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

Une autre année s'est écoulée.

Cette année a connu plus que sa part de surprises et d'incertitudes. En effet, on peut dire que 2008 et la première moitié de 2009 se caractérisent par une imprévisibilité et des changements énormes pour nous tous qui partageons cette planète.

Certaines de ces surprises et incertitudes sont très inquiétantes.

Alors que les rapports sur le réchauffement mondial continuent d'offrir une gamme déconcertante de prévisions, le message général semble être que le changement climatique s'accélère. Nous devons faire de notre mieux pour que les peuples et les nations de la terre assument pleinement leurs responsabilités pour repousser le pire des scénarios en réduisant de manière importante les émissions de carbone.

La crise économique mondiale, dont on ne peut voir la fin, contredit toutes sortes d'hypothèses faciles sur l'ordre économique et politique mondial. Qui aurait pu prévoir que d'importantes banques multinationales et firmes de placement feraient faillite? Que les États-Unis seraient confrontés à un déficit qui se chiffre dans les trillions de dollars? Que le prix du pétrole diminuerait à un tiers de celui de l'an dernier?

Nous constatons certains des effets de cette tourmente économique directement dans nos régions, y compris une baisse marquée de l'exploration minière et une remise en question de la viabilité économique d'importantes propositions de mise en valeur.

Jusqu'à un certain point, nous avons été protégés par la grande part que joue le secteur public dans notre économie, mais il s'agit là, au mieux, d'une aide partielle. Nous devons nous préoccuper de notre objectif à long terme qui est d'atteindre une plus grande autonomie économique en établissant des économies mixtes qui dépendent moins des fonds et des emplois gouvernementaux. Il faut se rappeler aussi que, même si la crise économique mondiale actuelle a renforcé la valeur d'un secteur public vigoureux, nos régions souffrent toujours de l'énorme retard en matière d'infrastructure publique relativement au logement, aux écoles et aux réseaux de transport, entre autres.

Ce retard contribue aux problèmes sociaux et économiques aigus que nous constatons malheureusement autour de nous : la surpopulation et les logements délabrés; les jeunes qui n'ont pas les connaissances académiques et la formation, la confiance en soi et l'image positive d'eux-mêmes qui découlent d'une vie productive; les problèmes de santé physique et mentale à des taux dépassant ce qu'endurent les autres citoyens canadiens; le grave problème du suicide.

Au Canada, nos politiques nationales ont ressemblé un peu aux 'montagnes russes' l'an dernier. Nous sommes passés des manœuvres préélectorales l'été dernier à une élection à l'automne qui s'est soldée par un gouvernement minoritaire; puis nous avons eu un Discours du Trône qui a presque déclenché le remplacement du gouvernement en fonction par une coalition tripartite, un budget de stimulation économique urgent et un changement soudain au niveau du chef de l'Opposition. Nous entrons peut-être dans une période prolongée où les gouvernements majoritaires feront exception tandis que les parlements-pizzas seront la norme. Dans ce cas, il pourrait y avoir à la fois des avantages et des risques pour les Inuits et pour l'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) à titre d'organisation nationale.

Dans un environnement politique en effervescence, la tâche principale de l'ITK reste la même : utiliser le mieux possible nos intuitions, nos talents et nos ressources pour faire en sorte que ce qui concerne les Inuits dans les programmes nationaux et internationaux soit prééminent et bénéfique dans la mesure du possible.

Quant à la représentation des Inuits au Parlement, nous avons connu des joies et des regrets l'an dernier. Comme tous les Inuits, j'ai été fier de voir Leona Aglukkaq devenir la première Inuite à être nommée ministre fédérale. Par ailleurs, je me rends compte que la voix des Inuits sera moins forte au Parlement en raison de la retraite du sénateur Willie Adams après plusieurs années de travail en notre nom au Sénat du Canada. Tous les Inuits sont reconnaissants envers Willie.

Pour nous à l'ITK, nous avons réagi à la turbulence politique de l'an dernier en restant centrés sur ce qui est essentiel et en redoublant d'ardeur afin de promouvoir nos objectifs.

Notre détermination s'est manifestée de plusieurs manières.

Nous avons travaillé sur de nombreux dossiers politiques qui sont toujours importants pour les Inuits, notamment la restructuration de la Commission de vérité et de réconciliation; l'achèvement d'une stratégie inuite sur l'éducation; la participation des Inuits aux Jeux Olympiques de 2010 à Vancouver; le travail en partenariat avec le Conseil circumpolaire inuit pour l'achèvement de la Déclaration inuite sur la souveraineté de l'Arctique.

Comme ce fut le cas depuis que je suis présidente de l'ITK, j'ai consacré autant de temps à la sensibilisation du public qu'à des réunions avec des ministres et des fonctionnaires supérieurs. Pour l'ITK, les priorités – qu'il s'agisse de la chasse au phoque ou de la mise en valeur d'une stratégie arctique qui comprend les quatre régions inuites du Canada – sont très transparentes et très cohérentes. L'ITK œuvre à la défense des intérêts depuis assez longtemps pour savoir que les conversations officieuses et la diplomatie discrète représentent parfois le meilleur moyen de faire progresser les choses. Parallèlement, l'ITK est fermement convaincue que la voix des Inuits au Canada est appréciée et crédible justement parce que nous disons ce que nous pensons et nous pensons ce que nous disons.

Pour aider à faire entendre la voix des Inuits, j'ai beaucoup voyagé l'an dernier au sein des régions et des collectivités du Nunaat inuit et ailleurs au Canada et à l'étranger. C'est ainsi que j'ai poursuivi ma grande tournée de conférences au Canada, dans plusieurs universités et autres institutions similaires, et que j'ai donné de nombreuses entrevues et remarques à la télévision et à la radio. Nous avons aussi été très actifs dans les médias imprimés, orientant le débat public au Canada par des communiqués et des articles d'opinion opportuns.

Le temps et les contraintes matérielles limitent, bien entendu, l'étendue du travail de communication. Je suis tout de même très satisfaite de la quantité de travail que nous avons pu accomplir et de la qualité constante, à mon avis, d'un travail bien informé et réfléchi. La voix des Inuits au Canada n'est pas toujours écoutée mais elle n'est jamais écartée avec désinvolture.

Le travail de l'ITK continue à être rendu possible et amélioré par la participation active et le soutien mutuel d'autres organisations inuites, surtout le Conseil circumpolaire inuit (CCI) et les quatre organisations régionales inuites, l'Inuvialuit Regional Council, la Nunavut Tunngavik Incorporated, la Société Makivik et le gouvernement du Nunatsiavut. J'aimerais remercier leurs présidents, cadres supérieurs et autres directeurs, ainsi que le personnel du CCI et des organisations régionales de leurs généreuses contributions au travail de l'ITK.

J'aimerais aussi remercier les employés de l'ITK de leur dur labeur tout au long de l'année. Un bon travail d'équipe produit de bons résultats. Je suis heureuse d'annoncer que les finances de l'ITK sont en bon état et que, au cours de l'année, l'association a réussi à déménager dans des locaux qui seront beaucoup plus efficaces et cohésifs. Garder la machine en bon état de service est tout un accomplissement.

Enfin, j'aimerais remercier les nombreux Inuits que j'ai rencontrés au cours de l'année, qui m'ont encouragée et qui ont offert leur soutien à l'ITK et à moi-même à titre de présidente. C'est un privilège de travailler pour vous.

Taima.

La présidente,

Mary Simon

Département d'administration de l'ITK :

Mary Simon : Présidente

Jim Moore : Directeur exécutif

Kathleen Tagoona : Adjointe administrative de la présidente

Secrétariat des services exécutifs :

Directrice : Rosemary Cooper

Soutien aux politiques stratégiques : John Merritt

Soutien scientifique principal : Scot Nickels

Planification stratégique, information et technologie : Craig Clark, Marcel Mason

Agente des ressources humaines : Shawna Clancy

DÉPARTEMENT DE LA SANTÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

Au cours de 2008-2009, plusieurs changements ont eu lieu au sein du Département. En septembre 2008, Onalee Randell a quitté son poste de directrice du Département pour être remplacée, en octobre, par Elizabeth Ford. Le Département poursuit son fonctionnement interne en équipe pour collaborer davantage dans la gestion des dossiers, une démarche tirant profit de la fusion l'an dernier des départements de la Santé et de l'Environnement.

Parmi les points saillants de 2008-2009, mentionnons la planification de la réunion de l'International Stop Tuberculosis tenue en novembre 2008, en partenariat avec l'Assemblée des Premières Nations, ainsi que la constitution du Comité national inuit sur le changement climatique (CNICC) et du Groupe de travail technique sur les ressources humaines en matière de santé des Inuits qui orienteront l'élaboration d'un cadre stratégique et d'un plan d'action sur les ressources humaines en matière de santé des Inuits.

Avec l'appui financier d'ArcticNet et du Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord (PLCN), l'ITK a organisé une délégation d'une cinquantaine d'Inuits à la conférence Arctic Change 2008 à Montréal, au Québec. Le fait d'augmenter la participation et la visibilité des Inuits à cette conférence a ajouté beaucoup d'intérêt à l'assemblée scientifique annuelle et multiplié les occasions d'échanges de connaissances liées à la science et aux Inuits. Les Inuits ont également été très bien représentés lors de la 2^e rencontre internationale sur le diabète chez les peuples autochtones, tenue à Vancouver, en Colombie-Britannique du 16 au 19 novembre 2008. Le Département a aussi donné son appui à la coordination, en collaboration avec le cabinet du ministre de l'Environnement, de la présence d'organisations et de régions inuites à la toute première table ronde ministérielle axée sur des consultations couvrant l'Arctique canadien tout entier sur l'ajout de l'ours polaire à la liste des espèces en péril dans le cadre de la loi traitant de ce sujet.

LE COMITÉ NATIONAL INUIT SUR LA SANTÉ

Le Comité national inuit sur la santé (CNIS) détermine les priorités des Inuits en matière de santé, fournit des conseils au département de la Santé de l'ITK et des suggestions au conseil d'administration de l'ITK, tout en assurant une représentation nationale auprès des initiatives et des processus stratégiques inuits.

Toutes les questions touchant la santé dans le présent rapport ont été discutées lors des réunions du CNIS, elles ont donné lieu à des consultations de niveau élevé du point de vue des Inuits et à une orientation pour que le conseil d'administration de l'ITK puisse prendre des mesures et donner des approbations éclairées.

Au cours du dernier exercice, le Comité national inuit sur la santé a tenu les réunions suivantes :

1^{er} et 2 avril 2008 – Ottawa

Mai 2008 – Téléconférence

3 et 4 juin, Nain, Nunatsiavut

8-10 septembre, Inuvik, T.N.-O.

29 septembre – Téléconférence

19 novembre – Téléconférence

10-11 décembre 2008 – Ottawa

9 février – Téléconférence

Au cours de cette période, le mandat de la présidence du CNIS est passé d'un à trois ans. Il y a eu aussi un changement à la présidence. À la réunion de septembre 2008, Gail Turner a été nommée présidente du CNIS, tandis qu'à la réunion de décembre 2008, Larry Gordon agissait pour la dernière fois à titre de représentant de l'Inuvialuit Regional Corporation au CNIS. La participation de Larry au CNIS depuis de nombreuses années a été très appréciée et mentionnée par la présidente. Larry continue de participer à quelques sous-comités.

Voici les membres du CNIS pour l'exercice 2008-2009 :

Gail Turner – Gouvernement du Nunatsiavut et présidente (nommée en septembre 2008)

Natan Obed – Nunavut Tunngavik Incorporated (président du CNIS de mars à septembre 2008)

Larry Gordon / Crystal Lennie – Inuvialuit Regional Corporation (Crystal a été nommée représentante officielle au CNIS lors de la réunion de décembre)

Gilles Boulet – Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (délégué de la Société Makivik)

Megan Pizzo-Lyall – Conseil national des jeunes Inuits

Elizabeth Ford, Onalee Randell – Directrice de la Santé de l'ITK (Onalee Randell, d'avril à septembre, Elizabeth Ford d'octobre à mars)

Yvonne Moorehouse / Eva Kruemmel – CCI (Canada), observatrices

Geri Bailey – Pauktuutit, observatrice

Diane Kinnon, Directrice, Inuit Centre, Organisation nationale de la santé autochtone, observatrice

Onalee Randell – Bureau de la santé des Inuits – Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits (Santé Canada), observatrice

LA TUBERCULOSE

Les collectivités inuites vivent avec la tuberculose (TB) depuis très longtemps. Plusieurs Inuits se rappellent encore avoir été retirés de leurs communautés pour être envoyés à des sanatoriums dans le sud afin d'y suivre des traitements pour cette maladie. Plusieurs y ont passé de longues périodes, parfois des années, avant de pouvoir retourner chez eux. Certains n'y sont jamais retournés.

Le taux de tuberculose reste cependant toujours très élevé chez les Inuits, ce qui est inacceptable. Ce taux est 90 fois plus élevé comparativement au reste du Canada.

En novembre 2008, une conférence internationale autochtone a eu lieu au Canada pour discuter de cette question. La réunion des membres de Global Indigenous Stop TB Experts visait à rassembler des spécialistes en matière de tuberculose et de peuples autochtones en vue de contribuer à l'élaboration d'un plan stratégique axé sur la réduction du fardeau qu'impose la tuberculose aux peuples autochtones dans le monde entier. On prévoit que le plan stratégique servira d'instrument clé dans l'obtention d'appuis financiers de la part d'organismes donateurs.

La réunion a aussi facilité les discussions sur le rôle et l'établissement d'un secrétariat des peuples autochtones en vue de soutenir le plan stratégique et de coordonner l'exécution d'un plan d'action connexe. Ce secrétariat deviendra un nouveau « partenaire » des membres de Global Stop TB Partnership et maintiendra un lien avec l'Instance permanente de l'ONU sur les questions autochtones.

Parmi les principaux déterminants sociaux de la santé ayant une incidence sur la susceptibilité des personnes à la tuberculose, on peut citer le logement médiocre, le surpeuplement, le manque de connaissances, le chômage chronique et la mauvaise alimentation. La pénurie de logements dans les collectivités inuites aboutit à un surpeuplement et la pauvreté est un problème grave dans la plupart de nos collectivités. Selon Statistique Canada, les Inuits risquent huit fois plus que les non-Autochtones de vivre dans des logements surpeuplés.

Voilà quelques-uns des problèmes qui s'ajoutent au taux élevé de tuberculose dans les collectivités inuites. Jusqu'à ce qu'ils soient résolus, nous ne verrons pas d'amélioration du taux de la maladie. L'outil le plus important pour lutter contre la tuberculose est la réduction de l'écart relatif aux déterminants de la santé, notamment le logement, l'éducation, la sécurité alimentaire et la répartition des revenus.

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Trois activités clés ont eu lieu au cours de l'exercice : l'examen du Programme d'approvisionnement alimentaire par la poste du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC), l'évaluation officielle de ce programme et la collecte par l'ITK de renseignements de la part de nombreux intervenants en vue de l'élaboration d'une stratégie inuite en matière de sécurité alimentaire.

L'examen du Programme d'approvisionnement alimentaire par la poste a été entrepris par le MAINC sous la direction du ministre responsable de ce ministère. Il s'agissait du premier examen de ce programme depuis sa mise sur pied il y a 20 ans. Les activités de recherche et de planification de cet examen ont démarré à l'été 2008 et l'examen s'est achevé en mars 2009. L'ITK a collaboré avec l'équipe d'examen du MAINC pendant l'étape de démarrage en lui fournissant des conseils sur les activités consultatives communautaires, des noms de personnes-ressources au sein des organisations inuites régionales et des renseignements sur les collectivités où les responsables de l'examen pourraient organiser des visites, des entrevues et des groupes de discussion.

Des membres de l'ITK ont rencontré le représentant spécial du ministre pour l'examen, M. Graeme Dargo, au cours de ses consultations avec des représentants choisis. En 2008-2009, l'ITK a présenté son point de vue sur des préoccupations relatives à l'approvisionnement alimentaire par la poste et la sécurité alimentaire. Ces activités ont eu lieu par l'entremise de discussions avec les membres de l'équipe d'examen de l'approvisionnement alimentaire par la poste, au cours de réunions avec le groupe de référence sur la sécurité alimentaire et le groupe d'intervention sur l'alimentation au détail. Des travaux supplémentaires ont été effectués lors d'une séance sur la « liste d'aliments admissibles » de l'approvisionnement alimentaire par la poste et d'une présentation lors d'une assemblée internationale sur la santé circumpolaire.

Bien qu'elle ressemble à l'examen de l'approvisionnement alimentaire par la poste, l'évaluation officielle du Programme d'approvisionnement alimentaire est un processus distinct qui s'est déroulé parallèlement à celui de l'examen. L'évaluation a débuté à l'été et à l'automne 2008, un rapport préliminaire ayant été achevé à la fin de mars 2009. On prévoit que le rapport final sortira après mars 2009. L'ITK a participé au groupe de travail de l'évaluation qui a fourni des conseils sur le processus d'évaluation ainsi que des renseignements au cours des séances du groupe de discussion sur la collecte de renseignements et des entrevues. Le rapport fournira d'autres renseignements et un appui sur la façon d'améliorer le Programme d'approvisionnement alimentaire en tenant compte des collectivités inuites.

L'ITK a également travaillé cette année à recueillir des renseignements en vue d'élaborer une stratégie inuite en matière de sécurité alimentaire. Des réunions et des entrevues ayant eu lieu au printemps de 2008 et à l'hiver de 2008-2009 ont porté sur les données fournies par des représentants régionaux, des administrations nationales et régionales, les secteurs de la santé et des politiques, les lignes aériennes et les détaillants, ainsi que le milieu universitaire et de la recherche. Toutes les données

et les éléments clés de la stratégie ont donc été traités, y compris le dénombrement de documents de recherche pertinents sur la sécurité alimentaire dans le Nord pour les collectivités autochtones et inuites. L'ITK a élaboré le cadre préliminaire d'une stratégie inuite sur la sécurité alimentaire en utilisant les données recueillies; ce document sera présenté pour examen au Comité national inuit sur la santé et au conseil d'administration de l'ITK avant de poursuivre ces travaux en 2009-2010.

LE GROUPE DE TRAVAIL DE L'ITK ET DE SANTÉ CANADA

Le groupe de travail créé en 2007 continue sur sa lancée. Il y a eu une pause dans son travail en raison du changement de ministre fédéral de la Santé, mais le désir de travailler à la seconde étape du groupe de travail a été reconfirmé par la présidente de l'ITK Mary Simon et la nouvelle ministre de la Santé, Leona Aglukkaq. Au cours de cette étape, le groupe de travail poursuivra le processus de collaboration entrepris lors de la première étape grâce aussi à la participation d'un représentant de l'Agence de la santé publique du Canada au groupe de travail.

Les travaux de planification de la seconde étape des travaux ont continué au cours de ce changement, des ébauches du plan de travail étant partagés avec les membres du Comité national inuit sur la santé, les employés de Santé Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada.

Le groupe de travail est composé de hauts fonctionnaires de Santé Canada, c'est-à-dire un représentant du bureau du sous-ministre, le sous-ministre adjoint de la Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits, un représentant du cabinet du ministre de la Santé, le directeur exécutif de l'ITK, le directeur de la Santé et de l'Environnement de l'ITK, le président du Comité national inuit sur la santé et un représentant de l'Agence de la santé publique du Canada.

LA STRATÉGIE NATIONALE DE TRAITEMENT

En novembre 2008, le rapport suivant a été distribué : *A Systems Approach to Substance Use in Canada: Recommendations for a National Treatment Strategy* (Systèmes à utiliser pour réduire les méfaits liés à l'alcool et aux autres drogues et substances : Recommandations en vue d'une stratégie nationale de traitement). Une des recommandations clés du rapport est l'établissement d'une équipe de direction sur la Stratégie nationale de traitement (l'équipe de direction) en vue de coordonner la mise en œuvre de la stratégie. L'équipe de direction sera gérée par un comité de coprésidents comprenant des représentants du comité de liaison fédéral-provincial-territorial sur l'usage de substances qui pose des problèmes, et de l'ITK. Les membres de l'équipe de direction verront aussi à une représentation multisectorielle, y compris les provinces et les territoires, les Inuits, les Premières nations et les Métis, le Conseil exécutif canadien sur les toxicomanies, le Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies, Santé Canada, des clients ayant fait l'expérience d'usage de substances, et les soins primaires.

Le financement est fourni par l'entremise du Programme de soutien au financement du traitement de la toxicomanie de Santé Canada jusqu'en 2013. Le moment venu, l'équipe de direction réexaminera son mandat et ses activités et apportera les modifications nécessaires pour refléter des facteurs tels que la mise en œuvre de la Stratégie nationale de traitement à ce jour, les réalisations et les leçons retenues, ainsi que la disponibilité continue de ressources.

LE CANCER

Au cours de l'exercice 2008-2009, l'ITK a élaboré une stratégie liée au cancer chez les Inuits, déterminé les lacunes dans les données et les renseignements actuels à ce sujet et fourni des commentaires et des rétroactions sur la Stratégie canadienne de lutte contre le cancer du point de vue des Inuits.

Dans le cadre de ces travaux, l'ITK cherche à déterminer les besoins et les priorités des Inuits par rapport au cancer en établissant des liens avec le Partenariat canadien contre le cancer. Les deux organisations souhaitent collaborer pour en faire profiter les Inuits comme citoyens canadiens.

Les travaux de l'ITK comprennent également l'établissement d'une solide relation de travail avec le groupe d'étude inuit sur la santé publique, qui porte sur le document de travail sur les Inuits et le cancer. En octobre, le Comité national inuit sur la santé a approuvé ce texte comme document dans sa version finale.

L'ITK a complété et distribué les feuillets de renseignements sur les Inuits et le cancer qui résument les renseignements contenus dans le document de travail. Ces feuillets ont été distribués avec le document de travail sur les Inuits et le cancer.

Pendant l'exercice 2008-2009, les membres de l'ITK ont collaboré avec le Partenariat canadien contre le cancer en vue de planifier une tribune nationale sur l'élaboration d'une stratégie autochtone sur le cancer. L'assemblée a eu lieu en mars 2009.

L'ITK continue à s'assurer d'informer les organisations axées sur le cancer et les administrations publiques des aspects particuliers du cancer chez les Inuits.

LES SERVICES DE SANTÉ NON ASSURÉS – SOINS DENTAIRES

Grâce aux recommandations du Comité consultatif d'experts en soins dentaires, une stratégie sur la santé bucco-dentaire des Inuits a été élaborée pour déterminer les stratégies et les solutions possibles pour améliorer la santé dentaire des Inuits. Comme complément à cette stratégie, un sondage sur la santé bucco-dentaire des Inuits a été mené dans les localités suivantes : Nain, Pangnirtung, Gjoa Haven, Tuktoyaktuk et Rankin Inlet. Le sondage sera effectué à Iqaluit en juin. Ce sondage recueillera les renseignements nécessaires pour améliorer les services dentaires dans l'ensemble du Nunaat inuit.

Parmi les activités qui auront lieu au cours de cet exercice, on compte un guide conjoint sur les Services de santé non assurés et un examen du cadre de matériel et de fournitures médicales pour cerner les lacunes au sein des services et les politiques qui empêchent l'accès au matériel et aux fournitures médicales si nécessaires.

LE FONDS DE TRANSITION POUR LA SANTÉ DES AUTOCHTONES

En septembre 2004, le gouvernement du Canada a annoncé la création du Fonds de transition pour la santé des Autochtones (FTSA) qui vise à améliorer l'intégration des systèmes de santé financés par les administrations fédérales, provinciales et territoriales, et adapter les programmes et les services de santé existants pour mieux répondre aux besoins des peuples autochtones (Inuits, Premières nations et Métis). Par l'entremise de ce fonds, on vise l'amélioration de l'accès aux services de santé et l'accroissement de la participation des Inuits à la conception, la prestation et l'évaluation des programmes et des services de santé.

Élaboré d'abord à l'intention des premières nations vivant au sud du 60^e parallèle, le financement fourni par le FTSA devait permettre aux administrations fédérales, provinciales et territoriales et aux

collectivités autochtones de concevoir de nouveaux moyens pour intégrer et adapter les services de santé existants afin de mieux répondre aux besoins des peuples autochtones. Les travaux effectués sous l'égide du FTSA se répartissent en trois enveloppes budgétaires : l'enveloppe de l'adaptation (80 M\$), l'enveloppe de l'intégration (80 M\$) et l'enveloppe pancanadienne (40 M\$). La période d'activité du financement se poursuivra jusqu'en 2010.

La participation de l'ITK aux travaux du FTSA consiste à appuyer et à faciliter une collaboration rapprochée entre les administrations et les organisations inuites régionales et nationales. L'objectif est d'élaborer des projets visant à améliorer l'élaboration, les programmes et les services en matière de politiques relatives à la santé afin de mieux les adapter aux Inuits. L'ITK a aussi produit un bulletin sur les Inuits et le FTSA, largement distribué à la fin de l'exercice 2008-2009.

Grâce au financement du FTSA, un groupe de travail inuit sur le FTSA a entrepris ses travaux en 2006, la deuxième année du programme. Il est composé de quatre coordonnateurs de l'engagement régional (CER) situés dans chacune des organisations régionales de revendications territoriales et d'un coordonnateur du FTSA travaillant au sein du département de la Santé et de l'Environnement de l'ITK. Pour avoir accès à l'enveloppe pancanadienne, le groupe de travail sur le FTSA comprend un représentant de l'Inuit Tuttarvingnat Centre à l'Organisation nationale de la santé autochtone et un membre de Pauktuutit.

L'ITK a travaillé avec les CER du FTSA pour élaborer quatre propositions dans le cadre de l'enveloppe pancanadienne. Ces efforts ont abouti à l'élaboration de propositions inuites s'élevant à 5 M\$.

Les postes de CER ont considérablement augmenté le niveau de participation inuite aux politiques en matière de santé et aux travaux régionaux et communautaires. Le prolongement de ces postes et des projets connexes fait en sorte que les programmes et les services sont élaborés dans une perspective inuite. La participation active des Inuits est une composante clé d'un système de soins de santé qui non seulement tient compte des besoins des Inuits et répond à ces besoins, mais aussi qui élabore des politiques pour les Inuits et en collaboration avec eux.

ARCTICNET

L'ITK, en tant qu'organisation inuite nationale, a un intérêt direct à former un partenariat avec ArcticNet afin de transformer nos connaissances de première main de l'Arctique en évolution en études d'impact, en politiques nationales et en stratégies d'adaptation, qui profiteront éventuellement aux Inuits à l'échelon communautaire, régional, national et international.

La participation et le partenariat directs des Inuits au processus scientifique est un des principaux objectifs d'ArcticNet. L'ITK est un important partenaire pour veiller à la réalisation de cet objectif. En mettant ses réseaux au service d'échanges bilatéraux de connaissances, au renforcement des capacités, à la formation et à la technologie, l'ITK aide à assurer la participation des Inuits à tous les niveaux d'ArcticNet. De son côté, ArcticNet, avec l'appui de l'ITK, fournit un environnement multidisciplinaire et intersectoriel pour la formation de la prochaine génération de scientifiques (y compris des Inuits) qui est absolument nécessaire pour assurer l'intendance de l'Arctique canadien.

En février 2008, le conseiller scientifique de l'ITK a participé à la réunion du comité de gestion en recherche à Ottawa. Après avoir examiné les projets, une question a été posée sur le poste à combler par les Inuits au sein du comité de gestion en recherche. Lors de l'assemblée du conseil d'administration de l'ITK en juin 2008, Marina Biasutti (Directrice, Ministère de l'Environnement du Nunatsiavut) a été choisie comme représentante.

La présidente de l'ITK occupe l'un des quatre sièges inuits au conseil d'ArcticNet. Madame Simon a assisté à la réunion de mars 2008 où elle a fait valoir l'importance de tenir des réunions régionales scientifiques et du conseil d'administration dans l'Arctique, et demandé un engagement d'ArcticNet de fournir au directeur des Communications de l'ITK des mises à jour sur les demandes courantes de la

part des médias, tout comme des fonds supplémentaires pour une réunion annuelle en personne avec les conseillers en recherche inuits. Ceux-ci sont situés dans chacune des quatre régions inuites de revendications territoriales et reçoivent un cofinancement d'ArcticNet, de Nasivvik et du Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord (PLCN).

Les postes de conseillers en recherche inuits ont été créés pour faciliter la recherche dans les régions inuites sur les contaminants, le changement climatique et la santé environnementale, ainsi que pour encourager les Inuits à entreprendre des activités de recherche importantes pour leurs collectivités. Lors de cette réunion, il a été mentionné que deux groupes de travail devraient être mis sur pied. Madame Simon a pris la direction du Comité inuit sur le partenariat. (CIP). L'objectif du CIP est de veiller à ce que le partenariat d'ArcticNet fonctionne avec efficacité et efficience de manière à ce que tant les Inuits que les autres intéressés puissent tirer le plus grand profit du programme.

Avec l'appui financier d'ArcticNet et du Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord, l'ITK a coorganisé la participation d'une cinquantaine d'Inuits à la conférence internationale Arctic Change 2008. Le fait d'augmenter la participation et la visibilité des Inuits à cette conférence a ajouté beaucoup d'intérêt à l'assemblée scientifique annuelle et occasionné une séance particulière aux Inuits sur la recherche communautaire. La présence d'une importante délégation inuite a aussi multiplié les occasions d'échanges de connaissances liées à la science et aux Inuits.

Entrepris par l'ITK et soutenu par l'ensemble du programme relatif aux conseillers en recherche inuits (CRI), un examen de ce programme a été effectué en réaction aux défis connexes qui ont été exprimés. En tenant compte du point de vue des personnes travaillant au sein du programme CRI, le rapport dégage les succès et les défis connexes, tout en formulant et donnant un aperçu des recommandations sur les moyens les plus appropriés pour augmenter la capacité et améliorer les contacts au sein de la communauté de recherche et la coordination de la recherche pour les CRI.

LES ENFANTS ET LA JEUNESSE

Même si cette année a connu des difficultés au niveau de la dotation de la direction du dossier de la santé maternelle et infantile, l'ITK continue à faire progresser les questions connexes. L'ITK fait partie du Comité de liaison des Premières nations, des Inuits et des Métis de la Société canadienne de pédiatrie, et il a participé à la planification de la 3^e conférence internationale sur la santé des enfants autochtones qui s'est déroulée en mars à Albuquerque, au Nouveau-Mexique. Quelque 300 chercheurs et dispensateurs de soins de santé aux enfants qui travaillent avec les familles et les enfants autochtones ont participé à la conférence. La présidente de l'ITK a aussi fait une présentation sur le mieux-être mental, en collaboration avec un groupe de jeunes Inuits.

LA STRATÉGIE DE LUTTE CONTRE LE TABAGISME CHEZ LES INUITS

À la suite des coupures aux fonds attribués à la Stratégie de lutte contre le tabagisme chez les Premières nations et les Inuits en septembre 2006, des membres de l'ITK ont rencontré le directeur général de la Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits (Santé Canada) pour exprimer leurs inquiétudes au sujet des coupures.

Par la suite, l'ITK a reçu des fonds pour créer une stratégie de lutte contre le tabagisme spécifique aux Inuits qui sera présentée au Comité national inuit sur la santé pour approbation finale.

Des membres de l'Inuit Tobacco Network (ITN), qui constitue le groupe d'étude national inuit sur le tabagisme, ont rencontré un aîné inuit, des représentants des régions et de la Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits pour entreprendre l'élaboration de la stratégie.

Le groupe de Santé Canada qui gère les programmes sur le tabagisme est également responsable des fonds afférents. L'ITK collabore avec ce groupe pour un appel de propositions en vue d'obtenir le financement nécessaire pour élaborer la stratégie à l'intention des Inuits; l'ITK et le groupe d'étude national inuit sur le tabagisme ont rencontré le groupe de Santé Canada au début de mars 2009 pour se renseigner sur cet appel de propositions et s'y préparer.

L'INITIATIVE SUR LE DIABÈTE CHEZ LES AUTOCHTONES

L'exercice 2008-2009 a été l'une des années les plus occupées et les plus productives en ce qui a trait à l'Initiative sur le diabète chez les Autochtones (IDA). Les activités comprenaient la formation, la participation à des conférences, le lancement du logo de l'Inuit Diabetes Network (IDN), des réunions en personne de l'IDN et la présentation du renouvellement de l'IDA pour 2010.

Huit femmes du Nunatsiavut ont été diplômées à titre de travailleuses communautaires en prévention du diabète de l'IDA après leur formation à Goose Bay (T.-N.-L.) en juillet 2008.

Des membres de l'ITK et de l'IDN ont participé au groupe de discussion de l'IDA à Vancouver où le logo de l'IDN a été dévoilé. Ce logo reflète la culture et la fierté inuites : un tambour avec des enseignements ancestraux; un qulliq (lampe à l'huile) pour des cérémonies; un iqaluk (poisson), produit alimentaire principal; un inuksuk comme marqueur géographique. Des articles promotionnels de l'IDN ont été distribués aux collectivités inuites.

Les Inuits ont été très bien représentés au 2^e forum international sur le diabète chez les peuples autochtones. Parmi les membres de l'IDN qui y participaient, on retrouvait des infirmières du Nunatsiavut qui avaient aidé au sondage sur la santé des Inuits et des interprètes de chant guttural. La présidente de l'IDN Looee Arreak a coprésenté un CD sur l'Inuktitut Diabetes Awareness, avec la coordonnatrice de l'IDA pour l'ITK Looee Okalik; ce CD a été produit de concert avec la Nunavut Tunngavik Incorporated et la CBC Iqaluit. L'ITK a coprésenté le projet de promotion de la santé avec Grace Egeland, Ph.D., du Centre for Indigenous Peoples' Nutrition and Environment (CINE) de l'Université McGill à Pangnirtung, au Nunavut.

Les membres de l'IDN ont organisé une assemblée annuelle à Pangnirtung, au Nunavut, en février 2009, où ils ont partagé pendant deux jours les progrès qu'ils ont réalisés relativement à l'IDA avec leurs collègues. Ils ont aussi parlé de leurs priorités, de leurs défis et des prochaines étapes. Liz Gordon, de l'Inuvialuit Regional Corporation, est la nouvelle présidente de l'IDN du fait que la prochaine assemblée annuelle aura lieu dans l'Inuvialuit.

La présidente de l'IDN et la coordonnatrice de l'IDA pour l'ITK ont participé à la 5^e conférence nationale sur le diabète et les peuples autochtones de l'Association nationale autochtone du diabète. Le thème de la conférence portait sur la restauration de l'équilibre. Elle s'est déroulée à Ottawa en mars 2009. La Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits (DGSPNI) a aussi parrainé trois Inuits de plus pour participer à la conférence. L'ITK a coprésenté l'IDA lors de cette conférence avec l'Assemblée des Premières nations et la DGSPNI. La ministre de la Santé Leona Aglukkaq était la conférencière d'honneur à l'ouverture de la conférence.

LES RESSOURCES HUMAINES EN SANTÉ

L'ITK s'est engagée à améliorer les capacités des ressources humaines en santé (RHS) des Inuits et à informer les gens sur les besoins en RHS des Inuits. L'ITK continue à poursuivre ses relations avec des associations professionnelles, des institutions de formation et d'autres intervenants appropriés en vue de promouvoir les questions liées aux ressources humaines en santé (RHS) des Inuits.

L'ITK a connu une année très active par ses efforts de collaboration avec des partenaires fédéraux lors des réunions du groupe de travail sur la recherche et les évaluations conjointes de l'initiative sur les ressources humaines en santé autochtone (IRHSA) et des réunions du conseil consultatif des Premières nations et des Inuits dans le cadre de cette même initiative et en appui à son évaluation et son renouvellement.

Dans le cadre de l'IRHSA, un financement a été obtenu pour mettre sur pied un groupe de travail technique en RHS des Inuits en vue d'élaborer une stratégie de RHS propre aux Inuits qui débouchera sur un plan d'action. Cette proposition qui respecte l'objectif des régions, découle des recommandations formulées lors du Sommet sur la santé des Inuits, qui s'était déroulé à Kuujjuaq, afin d'obtenir le financement nécessaire. Les premières discussions sur une stratégie de RHS propre aux Inuits ont eu lieu par téléconférence en novembre 2008. Une analyse documentaire a été effectuée pour améliorer davantage les travaux dans ce secteur des RHS. Une réunion a eu lieu à Ottawa en janvier 2009 pour examiner la documentation et élaborer un cadre d'action propre aux Inuits. Les travaux sur l'élaboration de la stratégie et le plan d'action se poursuivront l'an prochain.

LE MIEUX-ÊTRE MENTAL

Les activités liées au mieux-être mental ont continué de progresser en 2008. À la suite de l'approbation en 2007 du Plan d'action stratégique d'Alianait, le groupe d'étude sur la santé mentale des Inuits s'est réuni en décembre 2008 pour entreprendre les discussions sur la marche à suivre.

Comme de nouveaux partenariats prenaient forme, l'ITK a été invitée à participer à de nouvelles initiatives sur la santé mentale et la toxicomanie. Ainsi, le Comité national inuit sur la santé (CNIS) a organisé une réunion spéciale sur le mieux-être mental avec des membres du groupe d'étude sur la santé mentale des Inuits en vue de discuter de l'orientation stratégique relative au mieux-être mental. Parmi les invités à cette réunion, on comptait des représentants de la Commission de la santé mentale du Canada et du Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies.

L'ITK continue de travailler avec les régions, le CNIS et Alianait pour cerner les besoins particuliers et améliorer les programmes et les services en toxicomanie et en mieux-être mental. Plus particulièrement, l'ITK a rencontré des organisations régionales de revendications territoriales au sujet des équipes régionales de mieux-être mental. Ces réunions visaient à renforcer les partenariats en mieux-être mental, fournir des conseils, obtenir un appui au processus de mieux-être mental propre aux Inuits et établir une collaboration à long terme.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les Inuits du Canada ressentent tout particulièrement les effets du changement climatique, alors que le réchauffement de la planète reste au sommet des préoccupations mondiales.

Les effets du changement climatique et l'adaptation à ces effets sont un sujet très important pour le Nunaat inuit, et la façon dont nous, membres de la collectivité humaine mondiale, réagissons à cette question et la traitons sera décisive pour tous – maintenant et à l'avenir. La capacité de s'adapter dès maintenant n'a jamais été plus importante pour les Inuits.

En 2008, la présidente de l'ITK Mary Simon a prononcé des discours-programme sur les effets du changement climatique et l'adaptation pour le Nunaat inuit (le climat et la loi; l'électricité et le changement climatique). Au moyen de ces présentations d'exposés, les Inuits ont souligné la nécessité de leadership à tous les niveaux de la société, le besoin d'approches robustes et intégrées aux effets du changement climatique, tout comme le besoin d'examiner les politiques de prix pour le carbone afin qu'elles soient simples et transparentes. Les Inuits ressentent les effets du changement climatique dans leur vie quotidienne et un effort mondial concerté est nécessaire pour ralentir cette 'crise climatique'.

La Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits de Santé Canada a annoncé un nouveau programme intitulé : The Climate Change and Health Adaptation in Northern First Nations and Inuit Communities (le changement climatique et l'adaptation en matière de santé pour les collectivités des Premières nations et des Inuits dans le Nord). Ce programme vise à élaborer des activités de recherche fondées sur les collectivités inuites afin de trouver des stratégies efficaces en santé humaine (physique, mentale, émotionnelle et spirituelle) et en adaptation dans un climat en évolution.

Les années précédentes, la recherche a beaucoup progressé en ce qui concerne les Inuits – de la recherche à propos des Inuits à la recherche directe sur les Inuits, et enfin à la recherche effectuée par les Inuits. Maintenant que les Inuits s'occupent eux-mêmes des dossiers importants touchant leurs collectivités, ils peuvent diriger leurs propres recherches et élaborer des plans d'adaptation qui leur sont plus pertinents et appropriés du point de vue culturel.

L'ITK s'est engagé à travailler avec d'autres partenaires comme Santé Canada pour souligner l'importance du changement climatique et de son incidence sur la santé, et pour informer les Inuits des possibilités de financement qui leur sont disponibles dans leurs collectivités en vue d'atteindre cet objectif.

Dans le cadre de ces efforts de sensibilisation, l'ITK a organisé un groupe de discussion sur la recherche et le changement climatique axé sur la collectivité, qui a eu lieu à Ottawa les 13 et 14 janvier 2009. Le forum a réuni plus de 40 participants des collectivités inuites, des organisations, des chercheurs universitaires et gouvernementaux, des représentants des organismes principaux et des programmes de financement en vue de discuter des possibilités liées à la recherche sur le changement climatique et la santé en ce qui touche les Inuits.

Les discussions du forum visaient à déterminer les outils et les ressources dont les collectivités inuites ont besoin pour diriger des initiatives ou pour y participer pleinement, renforcer les capacités, présenter les possibilités de financement et augmenter la collaboration entre les collectivités inuites, les organisations et les organismes régionaux et nationaux en matière de recherche sur le changement climatique.

Le Comité national inuit sur le changement climatique (CNICC) a été constitué à l'automne de 2008 et a tenu sa première réunion en janvier 2009 à Ottawa. Le CNICC comprend des membres des quatre organisations de revendications territoriales, ainsi que des observateurs du Conseil circumpolaire inuit (Canada), de Pauktuutit, de l'Organisation nationale de la santé autochtone, de Nasivvik et une invitation a été lancée au Conseil national des jeunes Inuits.

Ce comité est le porte-parole collectif des Inuits sur l'incidence du changement climatique, les questions d'atténuation et d'adaptation, et il présentera des recommandations propres aux Inuits sur l'élaboration et la mise en œuvre de plans, de démarches, de priorités et d'actions. Le comité facilite aussi la prestation de conseils stratégiques sur les initiatives continues liées au changement climatique. La deuxième réunion du CNICC a eu lieu à Goose Bay, au Labrador.

LES CONTAMINANTS

Au moment de la rédaction du présent rapport, nous avons de bonnes nouvelles à communiquer : plusieurs des anciens contaminants qui ont été à l'origine d'ardents combats de la part de l'ITK et du CCI pour voir à leur élimination de l'Arctique grâce à la signature de la Convention de Stockholm en 2001 sont maintenant en train de diminuer lentement dans les écosystèmes arctiques et chez les Inuits. Ces réalisations ont été accomplies au moyen d'un partenariat très unique et productif avec le Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord (PLCN). Ce programme fonctionne depuis plus de 15 ans, effectuant des travaux scientifiques et de recherche de renommée internationale et établissant de solides partenariats avec les organisations autochtones du Nord. L'ITK a été un membre très actif de ce partenariat pendant cette période, en aidant la communication avec les Inuits et les autres résidents du Nord et en les informant sur la recherche et l'incidence des contaminants dans l'Arctique.

Malheureusement, il y a aussi de mauvaises nouvelles à communiquer, c'est-à-dire qu'il y a encore de nombreux contaminants dans l'Arctique. Par exemple, les chercheurs éprouvent des difficultés à mesurer avec précision l'augmentation ou la diminution des niveaux de mercure. Par ailleurs, il y a dans l'Arctique une augmentation de nouveaux contaminants qui ne font pas partie de la Convention de Stockholm.

La communication relative aux effets des contaminants sur la santé des Inuits est donc devenue plus complexe. L'ITK travaille en collaboration avec toutes les régions inuites pour recueillir, organiser et examiner, d'un œil critique, les renseignements sur tous les aspects de la communication au sujet des contaminants et de la santé des Inuits. À cette fin, l'ITK joue un rôle important pour coordonner les programmes de recherche et y collaborer, qu'il s'agisse de l'Année polaire internationale du PLCN, de l'Initiative des écosystèmes du Nord, d'ArcticNet ou du Centre Nasivvik pour la santé des Inuits et les changements environnementaux.

LA RECHERCHE

En avril 2008, à Ottawa, l'ITK a coordonné un forum de recherche sur la santé des Inuits et l'environnement. Ce forum visait à réunir des organisations inuites, des chercheurs universitaires et gouvernementaux, et des représentants des organismes principaux et des programmes de financement en vue de présenter et de discuter des questions liées à la recherche sur la santé des Inuits et l'environnement. La rédaction du rapport final est terminée et est accessible par l'ITK.

Voici les objectifs du forum :

- Déterminer les nouvelles priorités en recherche dans le secteur de la santé et de l'environnement selon plusieurs organisations/personnes.
- Améliorer le réseautage entre les collectivités inuites, les diverses organisations et les organismes de recherche nationaux et régionaux.
- Faciliter les discussions relatives aux thèmes suivants : les lacunes dans le secteur de la recherche sur la santé et l'environnement, la répartition des fonds, l'éthique et la gestion des données, et le renforcement à long terme des capacités.
- Participer à un processus collaboratif en vue de fournir des données sur la possibilité d'un legs de recherche sur l'Arctique.

En juin 2008, le conseil d'administration de l'ITK a approuvé le plan stratégique sur la santé et l'environnement. Cette stratégie décrit la création de six groupes de travail interministériels, y compris l'équipe de recherche de l'ITK. Cette équipe aidera à situer les activités et les données de recherche

dans le cadre plus général de l'Arctique inuit et jouera un rôle clé pour éviter le chevauchement des travaux et de la recherche dans les collectivités au moyen d'activités d'intégration et d'inter réseautage avec les chercheurs et les étudiants de diverses universités et programmes de recherche (par exemple le Programme de lutte contre les contaminants dans le Nord et l'Année polaire internationale).

Le rôle de l'équipe de recherche est très diversifié : il favorise la recherche dans l'Arctique et sur les Inuits, il répond aux besoins et aux priorités propres aux Inuits en recherche et présente des recommandations et des messages clés au conseil d'administration et au personnel de l'ITK. Il recense aussi les programmes de financement et les institutions d'enseignement appropriés qui traitent de l'Arctique et des Inuits, et il contribue au développement d'un centre du savoir inuit et du comité national inuit sur l'éthique et la recherche.

L'ITK et l'Inuit Tuttarvingat veulent travailler à l'élaboration du comité national inuit sur l'éthique et la recherche et agiront comme secrétariat pour ce comité. Celui-ci participera à un processus collaboratif en vue de fournir des données de recherche sur la santé et l'environnement dans l'Arctique canadien, de déterminer les priorités nouvelles de recherche et à la fois d'améliorer et de mettre en valeur le réseautage, tout en facilitant la transmission du savoir. Le comité jouera un rôle actif pour faire participer les Inuits et les aider à obtenir des postes en recherche et en éthique de la recherche à l'échelon régional, national et international. En tenant compte des intérêts des Inuits à améliorer et maintenir un déroulement et des processus de recherche appropriés, le comité élaborera des réactions efficaces aux directives et énoncés politiques canadiens et préparera des postes pour les Inuits au fur et à mesure des besoins.

LES INITIATIVES EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DONNÉES

En réaction à la nécessité de disposer des données identifiées par Santé Canada / le groupe de travail de l'ITK, des discussions ont eu lieu sur la collecte de données et de renseignements sur la santé des Inuits. L'ITK collabore avec des ministères fédéraux en vue de produire plusieurs indicateurs clés pour les régions inuites, y compris les taux de mortalité infantile, les causes principales de décès et l'espérance de vie. Des travaux sont aussi en cours pour vérifier la faisabilité d'obtenir des données propres aux Inuits sur la santé au moyen du couplage des dossiers.

L'ITK travaille en partenariat avec l'Inuit Tuttarvingat et les régions inuites sur le projet de Naasautit : statistiques sur la santé des Inuits, qui est financé par le Fonds de transition pour la santé des Autochtones. Le projet répondra au besoin commun des organisations et des collectivités inuites de disposer de statistiques crédibles et fiables, et renforcera la capacité de recueillir et de partager des renseignements fiables sur la santé dans les régions inuites.

LA LOI SUR LES ESPÈCES EN PÉRIL

L'ITK participe au Conseil autochtone national sur les espèces en péril (CANEP) en appuyant le représentant inuvialuit (Larry Carpenter) au conseil. L'ITK fait partie du Comité de politique et planification du conseil qui compte aussi des membres de l'Assemblée des Premières nations, de l'Association des femmes autochtones du Canada, du Ralliement national des Métis et du Congrès des peuples autochtones. Des réunions et des téléconférences ont eu lieu régulièrement en 2008 comme au cours des années précédentes. En 2008, le conseil a organisé une conférence autochtone sur la *Loi sur les espèces en péril* (LEP) qui s'est déroulée à Halifax en février 2009. L'ITK s'est occupée plus précisément de coordonner la représentation régionale des participants à la conférence, ainsi que d'assurer la tenue d'une discussion propre aux Inuits au cours de la conférence et qui portait sur les données fournies par les Inuits sur les problèmes et les recommandations relatives à la LEP.

Un des objectifs de cette conférence était de recueillir des données en vue de l'examen quinquennal de la LEP qui a débuté vers la fin de cet exercice, le Comité permanent de l'environnement et du développement durable du gouvernement fédéral facilitant le processus. L'examen de la LEP se poursuivra en 2009. L'ITK compte faire une présentation au comité permanent en mai 2009. Les organisations régionales inuites prévoient aussi faire des présentations.

Pendant la conférence, le CANEP a présenté des prix aux personnes qui ont contribué aux initiatives autochtones dans le cadre de la LEP et relatives à la gestion de la faune. Au cours de la conférence, grâce à l'aide de la Nunavut Tunngavik Incorporated, l'ITK a aidé le conseil à présenter un prix conjoint aux organisations de chasseurs et de trappeurs de Resolute Bay et de Grise Fiord pour leur travail en gestion communautaire des caribous de Peary. Jaypatee Akkeagok a accepté le prix au nom des deux collectivités.

Quant au rôle de l'ITK par rapport à la LEP, des communications régulières ont eu lieu en 2008 entre l'ITK et chacune des régions sur les questions liées à la LEP et à la faune en général pour veiller à ce que l'ITK maintienne des communications à l'échelon régional et national, aussi bien qu'avec le conseil d'administration de l'ITK.

LES QUESTIONS FAUNIQUES

L'ours polaire

La question faunique principale en 2008 à tous les niveaux est sans contredit celle de l'ours polaire. Cette question transcende toutes les limites de considérations et de compétences, à partir de l'échelon local et régional jusqu'à l'échelon national et international. Elle s'est manifestée dans de nombreux secteurs, notamment les lois, les droits, les politiques, la politique, la défense des intérêts, l'environnement, l'économie, la consultation, la culture, la recherche et les listes de classification.

L'ITK a aidé Environnement Canada (EC) et le cabinet du ministre à coordonner la participation régionale des Inuits à la table ronde sur l'ours polaire organisée le 16 janvier 2009 à Winnipeg, au Manitoba. L'ITK a animé une réunion préliminaire des Inuits la veille de la table ronde pour faire en sorte que les représentants inuits de chacune des régions partagent leurs préoccupations sur ce que chaque membre allait dire à la table. Il était également important de s'assurer de parler d'une seule voix durant la table ronde. Il y a eu un niveau considérable de participation inuite à cette table ronde.

Le ministre de l'Environnement a annoncé et précisé que la table ronde constituait le début d'un processus consultatif débutant en 2009 pour se terminer en 2010 avec la décision du ministre sur la classification de l'ours polaire sur la liste de la LEP. À l'heure actuelle, le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada a recommandé de classer l'ours polaire comme 'particulièrement préoccupant'. À la suite de la table ronde, Environnement Canada a entrepris une tournée pancanadienne pour consulter les collectivités inuites et des premières nations touchées par la question de la classification de l'ours polaire. On s'attend à ce que les consultations se prolongent tout au cours de 2009.

Sur la scène internationale, l'ITK, le CCI et les régions inuites ont fait pression auprès d'Environnement Canada dans ses plans de présentation à l'entité scientifique de l'Union européenne (UE) en décembre 2008. EC avait l'intention de fournir des conclusions négatives sur les sous-populations d'ours polaire dans le bassin Kane, la baie de Baffin, l'ouest de la baie d'Hudson et le sud de la mer de Beaufort. Le Ministère proposait également une interdiction autogène d'exportation sur certaines ou toutes ces sous-populations par rapport au commerce et à l'expédition partout à l'extérieur du Canada. Celui-ci a indiqué que cette mesure d'interdiction autogène visait à s'assurer que l'UE ne prendrait pas une décision d'imposer une interdiction d'importation de tout ours polaire provenant du Canada.

Par suite des pressions des Inuits, EC a modifié sa présentation et retiré ses conclusions négatives et ses suggestions d'interdiction d'importation découlant de l'absence de consultation avec les Inuits à ce sujet. Néanmoins, l'UE a décidé, à la suite de la réunion, d'imposer une interdiction temporaire sur les importations d'ours polaire du bassin Kane et de la baie de Baffin au sein de l'EU, ce qui est probablement attribuable au fait que ces sous-populations sont partagées par les chasseurs du Groenland et que ce pays a déjà interdit l'exportation de ces deux sous-populations particulières d'ours polaire.

Il avait été question que le Canada et le Groenland discutent d'un accord conjoint sur la gestion de ces sous-populations transfrontalières, mais l'ITK n'a rien appris de concret. Cependant, EC planifie entreprendre une démarche consultative dans les régions inuites touchées par rapport aux conclusions sur les sous-populations, afin de préparer des positions qui pourront éventuellement être présentées à la prochaine conférence d'importance des parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) en 2010.

L'ITK a aidé Environnement Canada par rapport à la participation des Inuits à la réunion des 'Range States' (pays hébergeant une espèce particulière) où vit l'ours polaire, qui a eu lieu à Tromsø, en Norvège, en mars 2009. La réunion rassemblait les parties signataires de l'accord international sur l'ours polaire de 1973 qui comprend le Canada, les États-Unis, la Norvège, la Russie, et le Danemark/Groenland. L'ITK et le CCI n'ont pas été en mesure d'y participer, mais les présidents de l'Inuvialuit Game Council et du Wildlife Management Advisory Council (T.N.-O.) y ont été délégués avec Environnement Canada, tandis qu'un conseiller de la Nunavut Tunngavik Incorporated y a assisté à titre d'observateur.

Pendant la réunion des Range States, l'ITK participait à un symposium sur la faune à Rankin Inlet, au Nunavut, où de nombreuses questions fauniques au sein du Nunavut ont été discutées par les participants qui comprenaient surtout des chasseurs, des aînés et des représentants d'organisations inuites. Des administrateurs gouvernementaux, des représentants de cogestion, et des chercheurs scientifiques étaient également présents.

Du point de vue de l'ITK, les préoccupations principales incluent les problèmes liés à la recherche scientifique du point de vue de la fiabilité des estimations, des méthodes, et de la manipulation, de l'utilisation de produits tranquillisants et des stress imposés aux animaux comme l'ours polaire et le caribou au cours de la recherche. Plusieurs Inuits se sont prononcés contre ces démarches et voudraient voir de meilleures approches, moins dérangeantes et sans cruauté puisque ces animaux sont des ressources alimentaires pour les Inuits. Au symposium, plusieurs des lacunes qui continuent d'exister entre les connaissances scientifiques des Inuits et de l'Ouest ont été réitérées, ainsi que le fait qu'il faudra encore du temps pour trouver des solutions globales à ces lacunes.

Le phoque

L'ITK continue de surveiller l'interdiction d'importation des produits du phoque proposée à l'heure actuelle par l'UE et d'y réagir dans toute la mesure du possible. L'ITK fait partie du comité consultatif sur le phoque, présidé par l'ambassadeur Loyola Sullivan (l'ambassadeur canadien pour la conservation des pêches). Les membres du comité comprennent des participants d'organisations et de gouvernements concernés par l'industrie commerciale du phoque, les intérêts du Nord / des Inuits étant représentés par le gouvernement du Nunavut et le CCI (Canada).

Parallèlement aux délibérations du comité, l'ITK continue de réagir activement à l'interdiction relative aux produits du phoque proposée par l'UE et a indiqué son opposition de façon répétée et publique, y compris une exemption pour les Inuits qui aurait très peu d'effet positif dans un marché international de produits du phoque qui serait neutralisé par une interdiction à la grandeur de l'UE. Au printemps 2009, le prix déclaré d'une peau de phoque est d'environ 15 \$, ce qui représente une baisse du montant de 90 \$ il y a un ou deux ans. En 2009, le Nunavut n'a pas réussi à vendre aucune de ses 10

000 peaux de phoque aux enchères. Ce fléchissement est sans doute attribuable à deux facteurs : la possibilité de l'interdiction de l'UE et la récession mondiale.

L'ITK et le CCI ont fourni deux énoncés conjoints aux médias sur ces questions, y compris un communiqué conjoint signalant les illégalités de l'interdiction proposée relative aux produits du phoque eu égard aux dispositions du traité de l'UE et aux lois et règlements internationaux et à l'intérieur de l'UE en matière de commerce. Les Inuits continuent de remettre en question les intentions politiques de l'UE de juger les Inuits et les collectivités qui vivent du commerce du phoque en fonction de la plate-forme morale de l'UE et de sa position influencée par les organisations qui sont contre la chasse au phoque et qui luttent pour les droits des animaux. Ces associations comprennent le Fonds international pour la protection des animaux et la Humane Society of the United States en ce qui concerne le bien-être des animaux et la chasse, le commerce et l'utilisation des produits du phoque.

D'autres objections incluent l'intention de l'UE d'établir des obstacles au commerce durant une récession, alors que de tels obstacles ont été déconseillés (p. ex. Sommet du G20). La politique proposée par l'UE de participer aux dossiers circumpolaires et d'essayer de devenir membre du Conseil de l'Arctique soulève des inquiétudes en ce que l'interdiction de l'UE relative au phoque va à l'encontre de sa proposition de participer davantage aux affaires circumpolaires. L'ITK a aussi aidé partiellement à l'organisation d'une journée de protestation du Nunavut Sivuniksavut sur la Colline du Parlement le 15 mars 2009 en contrepartie à la démonstration contre la chasse au phoque qui avait lieu au même endroit.

L'Union internationale pour la conservation de la nature

L'ITK a assisté au 4^e Congrès mondial de l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) en octobre 2008 à Barcelone, en Espagne. L'ITK a participé à titre de membre accrédité et votant de l'IUCN et il a organisé une délégation de membres inuits des régions d'Inuvialuit et du Nunavut. L'ITK a coparticipé avec le CCI comme membre international de l'IUCN.

La délégation de l'ITK a participé à des ateliers pendant la première semaine du Congrès, où il a été surtout question de la gestion et de la recherche terrestres et maritimes de la faune. Les délégués inuits ont eu l'occasion de participer en tant que présentateurs lors d'un groupe de discussion / atelier sur l'ours polaire animé par un ancien directeur du US Fish and Wildlife Service. L'ITK a participé aussi comme membre d'une discussion lors d'une séance sur la biodiversité et sa relation avec la culture et le savoir autochtones.

Le CCI international, animé par la présidente du CCI Patricia Cochran, a organisé une séance sur le conflit entre le savoir traditionnel et la science de l'Ouest par rapport aux changements climatiques dans l'Arctique.

Durant la deuxième semaine du Congrès, les délégations de l'ITK et du CCI ont participé aux séances plénières, aux groupes de contact et aux processus de votation de l'assemblée du Congrès mondial de l'IUCN. Quelque 140 motions ont été étudiées, débattues et votées, et presque toutes les motions présentées ont été acceptées comme résolutions ou recommandations ainsi qu'elles avaient été présentées ou avec des modifications.

Pour donner suite au Congrès mondial de l'IUCN, l'ITK participera à des activités de suivi qui comprendront des réunions régulières avec le comité canadien de l'IUCN situé à Ottawa. Par ailleurs et de concert avec l'une des décisions de l'IUCN pendant le congrès, l'ITK participera peut-être à un processus visant à réunir deux commissions de l'IUCN, qui comprennent la Commission de la sauvegarde des espèces et la Commission de l'économie environnementale et de la politique sociale.

LES SOINS À DOMICILE ET EN MILIEU COMMUNAUTAIRE

Le Programme de soins à domicile et en milieu communautaire des Premières nations et des Inuits (PSDMCPNI) a été mis sur pied en 1998 pour assurer des services de base à domicile et en milieu communautaire complets, respectueux des cultures autochtones, accessibles, efficaces et équivalents à ce que reçoivent les autres citoyens canadiens et qui reflètent les besoins particuliers des Premières nations et des Inuits en matière de santé et de services sociaux.

L'expression 'soins continus' désigne une gamme de services médicaux et sociaux destinés aux personnes qui ne sont pas en mesure, ou qui ne sont plus en mesure, de prendre soin d'elles-mêmes, notamment les aînés, les adultes atteints de maladies ou d'affections chroniques, les adultes ayant des besoins en matière de santé mentale et les enfants ayant des besoins spéciaux. Les soins continus peuvent être dispensés à domicile, dans des milieux de vie adaptés ou au sein d'établissements.

Selon le Comité national inuit sur la santé, les soins à domicile et en milieu communautaire et les soins continus constituent une nouvelle priorité pour les Inuits. Depuis les dernières années, l'ITK participe à un groupe de travail sur les soins continus en fournissant le point de vue des Inuits pour l'élaboration d'un document sur l'analyse des options en soins continus. Il s'agit d'une analyse comparative des options à élaborer sur une gamme complète de services de soins continus.

Ces services sont un élément de plus en plus important dans le continuum du modèle des soins de santé. L'existence de programmes et la prestation de services souples et adaptés dans l'ensemble des collectivités inuites est un besoin aussi grand, sinon plus, que pour les autres citoyens canadiens. Comme c'est le cas pour toutes les réussites en soins continus et à long terme, les réalisations futures des programmes et des services à domicile propres aux Inuits reposent sur la qualité des soins, le coût des soins, l'accès aux services, et les relations entre tous les prestataires travaillant à la planification et à la prestation des services de soins continus et à long terme.

LE RAPPORT SUR LA *LOI CANADIENNE SUR L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE*

Le Comité consultatif de la réglementation (CCR) du ministre sur la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCEE) s'est réuni une fois pendant l'exercice 2008-2009. Une réunion prévue pour le mois de décembre a été remise puis annulée. Le sous-comité sur l'Évaluation environnementale stratégique (EES) du CCR a terminé ses travaux. Le gouvernement fédéral a introduit des modifications au Règlement afférent à la LCEE sans que le CCR soit informé ou consulté.

Le CCR a tenu sa 44^e réunion les 4 et 5 juin 2008, à Ottawa. L'ITK est membre du CCR et de ses sous-comités et groupes de travail et a participé à ces réunions. L'ITK a également participé à un atelier pour examiner la nouvelle trousse de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACEE) sur la formation relative à la participation des Autochtones.

Le CCR continue de concentrer ses discussions sur le prochain examen de la LCEE par le Parlement (examen qui débutera en 2010) et sur les changements nécessaires à apporter à la structure globale et à l'application de la *Loi*.

Le sous-comité sur l'EES a commandé deux études : la première est un examen des expériences en EES ou semblables à l'EES (p. ex. des évaluations régionales d'impact) au Canada ou ailleurs, pour déterminer quels sont les éléments communs de succès ou d'échec. La seconde est une exploration des options politiques et légales de mise en œuvre de l'EES à l'échelon fédéral.

On suppose qu'une EES plus forte pourrait aider à protéger et promouvoir les intérêts des Inuits dans des contextes transfrontaliers et interjuridictionnels, mais elle ne doit pas affecter la planification négociée de l'utilisation des territoires inuits et des processus relatifs à l'évaluation environnementale.

Une autre question est celle de savoir si la participation des Inuits aux processus relatifs à l'EES peut ou devrait être conçue de manière à respecter les exigences en matière de droits liées à l'article 35.

Des progrès du côté des politiques et des pratiques relatives à l'EES seront aussi profitables aux intervenants inuits en évaluation environnementale, tout comme aux collectivités et aux promoteurs de projets en raison de méthodes et de planification améliorées, et des processus d'évaluation des projets.

Les conseils et l'orientation du projet pilote de l'ACEE sur la formation relative à la participation des Autochtones sont suffisamment génériques pour être appliqués à des processus qui ne sont pas liés à l'ACEE, mais une grande partie est effectivement particulière à l'ACEE et ne s'appliquera pas aux évaluations transfrontalières ou multijuridictionnelles. Les administrateurs fédéraux des évaluations environnementales qui auront suivi le cours seront bien documentés et sympathiques envers les réalités autochtones du Canada.

Une modification de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut a confirmé que le processus de la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions est le seul processus d'évaluation environnementale qui s'applique au sein de la région du Nunavut visée par le règlement. Cette modification a été négociée par la Nunavut Tunngavik Inc. et le gouvernement fédéral.

Il est prévu que le Bureau de gestion des grands projets (BGGP) agira comme une seule fenêtre pour les promoteurs, de l'étape de prédépôt et tout au long du processus d'évaluation environnementale jusqu'au processus d'autorisation, y compris des consultations de la Couronne avec les peuples autochtones. Il n'y aura pas d'effet immédiat au nord du 60^e parallèle mais il y en aura pour le Nunatsiavut et le Nunavik. Dans le cadre du BGGP, l'ACEE est maintenant responsable tant de la participation des Autochtones aux évaluations environnementales que de l'obligation de la Couronne de les consulter sur les projets de développement.

Des modifications au Règlement afférent à la LCEE sur l'exclusion et la substitution ont été proposées, ainsi que des modifications à la *Loi sur la protection des eaux navigables* qui agit souvent comme déclencheur d'évaluations environnementales, dans le cadre de l'ensemble des moyens mis de l'avant par le gouvernement dans le but de stimuler l'économie canadienne, pour réduire les délais potentiels dans la mise en œuvre de projets d'infrastructure en raison des exigences liées aux évaluations environnementales. Les membres du CCR n'ont pas été informés ou consultés à propos de ces modifications et leur incidence n'est pas claire.

L'ANNÉE POLAIRE INTERNATIONALE

'Peuples de l'Arctique, culture, résilience et caribous' est un projet de recherche dans le cadre de l'Année polaire internationale, dirigée par un réseau d'organisations autochtones canadiennes du Nord (ITK, CCI, Arctic Athabaskan Council et Gwich'in Council International). Les dirigeants de l'ITK ont choisi le concept de la 'résilience des collectivités' comme une priorité de recherche en vue de renforcer la capacité chez les collectivités inuites et d'améliorer la santé et la durabilité de la santé des Inuits.

La question de recherche est la suivante : Comment les collectivités inuites continueront-elles d'être résilientes et saines par rapport aux changements sociaux et écologiques qui menacent les relations entre les êtres humains et l'environnement maintenant et à l'avenir, par exemple celle entre les Inuits et une importante source d'alimentation traditionnelle, c'est-à-dire les populations de caribous?

Ce projet permettra aux organisations inuites, aux chercheurs et à tous les ordres de gouvernement de disposer de nouvelles preuves solides et d'une gamme de plans, d'actions et de politiques stratégiques pour orienter la résilience et la santé communautaires en réaction aux conditions changeantes dans l'environnement et ailleurs.

Cette année, des progrès ont été accomplis dans l'élaboration de la proposition qui a été finalisée au début de 2009. Ce projet de trois ans comprend deux études de cas dans les collectivités inuites de Baker Lake et Aklavik. Pour l'heure, le Nunavik et le Nunatsiavut ne font pas partie des collectivités énumérées pour les études de cas inuites en raison de l'orientation et de la limite des projets sur les deux collectivités inuites dans le cadre de l'enveloppe financière actuelle. Si d'autres fonds deviennent disponibles, le projet cherchera à intégrer ces régions à l'étude de cas en cours.

Les résultats particuliers de ce projet comprendront :

- Une meilleure compréhension de la nature de la résilience et de la capacité d'adaptation dans les collectivités de l'Arctique du point de vue écologique humain, les connaissances et l'habileté de les soutenir, les améliorer et les protéger.
- Des connaissances sur les relations entre les êtres humains et le caribou afin de fournir la base de recherches ultérieures, et de servir aux programmes d'études et de formation à tous les niveaux du système d'éducation.
- Une base de connaissances sur la planification de politiques et de programmes améliorés et respectueux de la culture.
- Une série de stratégies alternatives pour soutenir la résilience des collectivités.
- Une plus grande capacité de recherche organisée et dirigée par les Inuits.
- Un nouveau modèle de partage des résultats de recherche et de l'expérience entre les collectivités inuites.

LA PRÉVENTION DU SUICIDE

La coordonnatrice de la prévention du suicide chez les jeunes (CPSJ) continue d'assister aux réunions du Groupe d'étude sur le mieux-être mental propre aux Inuits d'Alianait et collabore activement avec les régions pour faire avancer la planification du mieux-être mental et de la prévention du suicide.

Au cours des trois dernières années, l'ITK, en collaboration avec l'Inuit Tuttarvingat, le Conseil national des jeunes Inuits et Pauktuutit, a organisé une activité ayant lieu pendant la Journée mondiale de prévention du suicide. Cette année, le Conseil circumpolaire inuit s'est joint à l'activité, ainsi que le groupe d'Ottawa, Tungasuvvinga Inuit, et les élèves de Nunavut Sivuniksavut. Susan Aglukark a pu faire partie de cette activité et elle nous a communiqué des paroles très inspirantes sur la Colline du Parlement. Nous avons reçu des commentaires très positifs et motivationnels et nous avons commencé à explorer la possibilité d'animer l'activité pendant toute la journée. Cet événement a été une énorme réussite et cela n'aurait pas pu être possible sans la collaboration entre nos organisations inuites et le soutien énorme reçu du public.

La CPSJ et les membres clés des cinq projets pilotes dans l'ensemble du Canada qui sont financés dans le cadre de la Stratégie nationale de prévention du suicide chez les jeunes Autochtones (SNPSJA), de même que Santé Canada par l'entremise de la Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits, ont été invités à assister à une conférence sur le Réseau de l'esprit de vie, à Iqaluit, au Nunavut. Cette conférence visait à faire connaître davantage les projets pilotes respectifs et les communautés hôtes. Elle devait aussi examiner les plans d'évaluation et finaliser le plan d'évaluation global du Réseau.

La CPSJ a aussi participé activement à des discussions importantes sur le mieux-être mental, certaines en consultation avec la Commission de la santé mentale du Canada (CSMC). Ce processus

a contribué à l'élaboration d'une stratégie nationale de santé mentale à laquelle la CSMC travaille actuellement.

La CPSJ a également participé au comité de planification du programme de télévision sur la résilience des jeunes : « Makkuktuuvunga Upimmavunga, I am Young and I am Proud » avec l'Organisation nationale de la santé autochtone, le groupe consultatif responsable du programme Bouclier autochtone, qui est un programme de prévention de la toxicomanie conçu exprès pour les jeunes Autochtones; ce programme relève du Service de sensibilisation aux drogues et au crime organisé de la GRC.

Ce programme subit actuellement des modifications importantes et le rôle de l'ITK à titre de membre du comité consultatif est de veiller à ce qu'un contenu inuit soit intégré au programme.

Directrice : Elizabeth Ford

Coordonnatrice principale en politiques de la santé : Cheryl Young

Coordonnateur principal en politiques environnementales : John Cheechoo

Conseillers principaux en politiques / Chercheurs : Eric Loring, Soha Kneen, Libby Dean, Leanna Ellsworth

Coordonnatrice principale de projets : Tracy Brown

Coordonnateurs de projets : Selma Ford, Looee Okalik, Jim Cincotta

Conseillère technique – Santé : Jennifer Forsyth

Coordonnatrice d'ArcticNet : Meghan McKenna

Adjointe administrative : Christina Sammurtok

DÉPARTEMENT DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE

La période de 2008-2009 a été marquée par une croissance au sein du Département. L'équipe est passée rapidement de quatre à huit personnes et elle continuera de grandir et de se renforcer. Le Département continue de travailler avec une vision solide fondée sur les objectifs stratégiques de l'ITK. Voici un sommaire des activités de notre département pendant la période visée.

L'ÉDUCATION

Le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les Autochtones, le Conseil canadien sur l'apprentissage

L'ITK a poursuivi son rôle de coordonnateur des affaires du Nord, à temps partiel, auprès du Centre du savoir sur l'apprentissage chez les Autochtones (CSACA) qui relève du Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA), dans le cadre d'une convention de services de deux ans, de 2007 à 2009, signée par le CSACA et l'ITK. L'ITK continue d'héberger l'employé à temps partiel et sert de centre de diffusion des renseignements, de coordination et de facilitation des activités. À titre de coordonnateur des affaires du Nord, l'ITK contribue à l'exécution des fonctions essentielles du CCA-CSACA et des orientations stratégiques :

La recherche et la mobilisation des connaissances

- Promouvoir et déterminer des recherches qui nourrissent des environnements d'apprentissage respectueux et transformateurs pour les peuples autochtones.
- Établir des liens entre les études actuelles et futures et les besoins en évolution de l'apprentissage autochtone.

Surveillance et rapports

- Appuyer les efforts nationaux du CCA pour surveiller les formes et l'incidence de l'apprentissage, contribuant ainsi à l'Indice composite de l'apprentissage et fournissant un accès à ces connaissances et des renseignements au public canadien au moyen de dialogues, de symposiums, de brochures, de sites Web et de bulletins.

Échange des connaissances et partage des renseignements

- Travailler en partenariat avec des organisations existantes ayant des compétences d'experts en apprentissage permanent afin de miser sur leur travail et d'appuyer des pratiques efficaces dans tous les domaines d'analyse et d'études en matière d'apprentissage permanent.
- Inciter par divers forums la recherche et les idées fondées sur des témoignages pour agir.

Comme le mandat du CCA/CSACA arrive à terme en mars 2009, le Centre du savoir travaille à préparer des publications, des rapports et d'autres produits finals.

Le Sommet sur l'éducation des Inuits

L'ITK a continué son travail important dans le cadre de son initiative sur l'éducation en organisant le tout premier Sommet national sur l'éducation des Inuits à Inuvik en avril 2008. Grâce au financement

fourni par la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, la première phase de l'initiative sur l'éducation qui a été réalisée l'année précédente a donné lieu à la production de quatre documents d'information sur les réussites et les lacunes liées à l'éducation des Inuits. Cette recherche préliminaire a servi de fondement pour les discussions lors du Sommet sur l'éducation des Inuits.

Avec le financement de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, du Conseil canadien sur l'apprentissage, du Centre du savoir sur l'apprentissage chez les Autochtones et du Secrétariat aux relations avec les Inuits, le Sommet sur l'éducation s'est centré sur six thèmes : 1) le renforcement des capacités, 2) la diplomation d'étudiants bilingues, 3) la mobilisation de nos partenaires en éducation, 4) le développement de notre programme d'enseignement et de nos pratiques de l'enseignement, 5) la réussite au postsecondaire et 6) l'importance de la collecte et du partage de l'information.

Le Sommet a réuni plus de 85 délégués provenant de quatre provinces et territoires, d'organisations inuites régionales, de représentants du gouvernement fédéral et d'autres organisations. Parmi les participants se trouvaient des ministres de l'éducation, des éducateurs, des administrateurs, des décideurs, des aînés, d'autres représentants d'administrations publiques provinciales, territoriales et fédérales, des représentants d'associations inuites régionales et des observateurs. Le point culminant du Sommet a été le discours présenté aux délégués par la gouverneure générale du Canada, Son Excellence la très honorable Michaëlle Jean, et sa participation aux discussions en petits groupes sur l'éducation bilingue.

Au cours du Sommet, la présidente de l'ITK Mary Simon a organisé des réunions bilatérales avec les ministres de l'éducation du Nunavut et des T.N.-O., des cadres supérieurs des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que des représentants de la Société Makivik, de la Commission scolaire Kativik, de la Nunavut Tunngavik Inc., de l'Inuvialuit Regional Corporation, du Labrador School Board et de Pauktuutit. Ces réunions avaient pour objet de discuter d'une vision concertée sur l'éducation des Inuits et de l'appui à une entente sur l'éducation des Inuits et à la Stratégie nationale sur l'éducation des Inuits.

Le Sommet sur l'éducation a confirmé le besoin d'investir dans des domaines clés de l'éducation des Inuits qui ont fourni des résultats d'apprentissage réussis, tels que le développement de leadership en éducation, l'amélioration des programmes de formation des enseignants, la programmation de la langue inuite, les programmes d'éducation des jeunes enfants tels que les programmes de « Nids linguistiques » et la recherche dans l'éducation des Inuits.

Une entente provisoire sur l'éducation des Inuits a découlé des discussions lors du Sommet entre les leaders de l'éducation et les leaders inuits. Elle a été signée par les deux parties au cours de l'année et lors d'une cérémonie publique en présence du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, à Iqaluit, le 2 avril 2009.

La prochaine étape de l'Initiative sur l'éducation de l'ITK sera l'établissement d'un Comité national sur l'éducation des Inuits qui veillera à l'élaboration et la publication de la Stratégie nationale sur l'éducation des Inuits.

En juin 2008, deux mois après le Sommet sur l'éducation, la présidente de l'ITK Mary Simon a représenté les Inuits au Parlement lors des excuses historiques du premier ministre sur les pensionnats. L'Initiative sur l'éducation de l'ITK est établie pour progresser à partir de ces excuses vers un nouveau tournant dans l'éducation des Inuits.

« Pouvons-nous laisser passer une autre année, un autre mois, une autre minute sans dire... qu'il est temps... il est temps d'apporter des changements profonds aux résultats obtenus par nos enfants en matière d'éducation. »

- La présidente de l'ITK Mary Simon, mot de la fin adressé aux délégués au Sommet sur l'éducation de l'ITK.

Le Comité technique de perfectionnement des ressources humaines inuites

Au cours de l'année, l'ITK a travaillé avec Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) à des activités dans le cadre de l'accord de coopération en matière de politiques pour 2007-2009. L'ITK a continué d'informer les membres du Comité technique de perfectionnement des ressources humaines inuites (le Comité technique) des divers programmes, activités et projets de recherche ayant rapport à l'emploi et à la formation des Inuits. Des renseignements ont été fournis sur le marché du travail concernant les initiatives et les programmes du Conseil pour le développement des ressources humaines autochtones du Canada, les programmes de développement des ressources humaines autochtones en environnement (DRHAE), les projets de recherche, les politiques et les programmes de Ressources humaines et Développement social Canada (RHDC) et d'autres renseignements pertinents.

Au cours de l'année, l'ITK a coordonné la participation et les présentations des signataires inuits de l'Entente sur le développement des ressources humaines autochtones (EDRHA) à divers ateliers et conférences. Ces derniers ont participé à la conférence du Conseil pour le développement des ressources humaines autochtones du Canada à Montréal en avril 2008. En mai les Inuits ont participé activement à la séance conjointe des signataires inuits, métis et des Premières nations de l'EDRHA avec RHDC. Grâce à une voix unie, un message ferme a été transmis au ministère fédéral concernant la Stratégie de développement des ressources humaines autochtones (SDRHA) après 2009. Tout au long de l'été, l'ITK a continué de tenir des réunions avec la Direction des affaires autochtones (DAA) de RHDC pour discuter de questions liées au travail en cours et informer les signataires inuits de l'EDRHA sur les faits nouveaux.

Le plan de travail élaboré pour l'exercice comprenait des projets de recherche pour la collecte de données et la création d'une base de données sur les programmes de formation et d'emploi, et les services mis à la disposition des jeunes dans l'ensemble des régions inuites. Les recherches ont été lancées en septembre 2008 et le rapport final est presque terminé. Les activités de recherche sont importantes pour que les jeunes Inuits dans les régions puissent avoir une idée claire de la situation sur le marché du travail et pour les contributions, fondées sur des preuves, à la SDRHA après 2009.

Les signataires inuits de l'EDRHA du Nunavut ont participé à la formation offerte par le Conseil pour le développement des ressources humaines autochtones en vue de tenir des ateliers de sensibilisation à la carrière dans la région de Kitikmeot au Nunavut. Les documents de l'atelier, les brochures *Guiding Circles* numéros un et deux, ont été traduits en inuktitut et en orthographe romaine, et ils ont été distribués aux signataires inuits de l'EDRHA dans les quatre régions inuites. L'ITK a aussi fait partie du comité consultatif du Conseil des ressources humaines de l'industrie minière (CRHiM) et a contribué à l'élaboration du Guide des ressources humaines de l'industrie minière à l'intention des communautés autochtones. Les copies du guide seront distribuées aux signataires inuits de l'EDRHA.

Les 27 et 28 janvier 2009, le Comité technique a tenu une réunion de planification stratégique à Montréal, au Québec. Comme la Stratégie de développement des ressources humaines autochtones arrive à terme, les signataires inuits de l'EDRHA ont commencé à travailler à l'élaboration de plans stratégiques pour une nouvelle stratégie.

Un événement important a eu lieu les 2 et 3 mars 2009 à Iqaluit, au Nunavut. Le Conseil pour le développement des ressources humaines autochtones a organisé une séance intitulée « Main-d'œuvre en connexion » qui a réuni les employeurs régionaux et les signataires inuits de l'EDRHA pour discuter de la façon d'améliorer la situation de l'emploi et de la formation dans le Nord. C'était un événement réussi puisqu'il a permis aux parties de l'offre et de la demande de discuter des questions auxquelles elles font face et de tenter de trouver des solutions. Les participants se sont engagés aussi à travailler à améliorer la situation par de petites étapes que chaque organisation peut entreprendre pour aider une personne à obtenir une formation et trouver un emploi.

Dans le cadre de l'examen de la politique de développement des ressources humaines, RHDC a lancé un processus d'évaluation en deux étapes des signataires autochtones de l'EDRHA sélectionnés

au hasard et deux organisations inuites ont été évaluées. L'ITK a participé au comité consultatif d'évaluation et a fourni aux signataires inuits de l'EDRHA des mises à jour provenant de la Direction générale de l'analyse stratégique, de la vérification et de l'évaluation de RHDSC.

Voici les événements clés qui ont eu lieu pendant 2008-2009 :

- Séance conjointe de RHDSC et des signataires inuits, métis et des Premières nations de l'EDRHA, en mai 2008
- Réunion du comité directeur de Développement des ressources humaines autochtones en environnement (DRHAE), en mai 2008
- Réunion du conseil d'administration du Conseil pour le développement des ressources humaines autochtones du Canada, en juin 2008 à Iqaluit, au Nunavut
- Réunion du Comité technique sur la planification stratégique, en janvier 2009, à Montréal, au Québec
- Réunion du comité directeur de DRHAE, en février 2009
- « Main-d'œuvre en connexion » du Nunavut, en mars 2009 à Iqaluit, au Nunavut

LES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES D'HIVER 2010 À VANCOUVER

L'ITK et le Comité inuit national sur les Olympiques de Vancouver (CINOVAN) de 2010 ont fait beaucoup de progrès au cours de l'année dernière en ce qui concerne la participation des Inuits aux Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2010 à Vancouver. Les Inuits ont établi des partenariats de collaboration solides avec les quatre Premières nations hôtes (QPNH) et le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2010 à Vancouver (COVAN), et ils ont été accueillis dans l'esprit des jeux. Incontestablement, les Jeux du Canada porteront témoignage d'une participation autochtone sans précédent dans l'histoire du Mouvement olympique.

Le CINOVAN de 2010, mentionné précédemment, a été établi pendant l'exercice en cours. Il est formé de représentants de chacune des organisations de revendications territoriales inuites ainsi que de partenaires nationaux et internationaux.

Les principales activités de 2010, entreprises par l'ITK et le CINOVAN en collaboration avec les QPNH et le COVAN pour l'exercice 2008-2009, comprennent :

- La conclusion d'un protocole d'entente entre l'ITK et les quatre Premières nations hôtes, le principal mécanisme par lequel la participation des Inuits est facilitée.
- La conception d'un thème pour la participation des Inuits de façon appropriée comme celui de 'Montrer au monde le peuple derrière l'inuksuk' [Traduction].
- L'élaboration, en collaboration avec les régions inuites, d'un document concept qui a été présenté à David Atkins Entreprises en ce qui concerne la mise en scène des cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux.
- La facilitation des soumissions des artistes inuits au Programme d'art autochtone aux sites de Vancouver 2010, qui aboutiront à l'intégration des œuvres d'art autochtone aux lieux des Jeux officiels.
- La facilitation de l'inscription des artistes inuits dans la base de données des artistes inuits, administrée par le COVAN.

- La présentation de sonneries uniquement inuites aux QPNH. Les sonneries seront disponibles aux visiteurs du monde entier pendant les Jeux d’hiver 2010 — un partage des sons distinctifs de la culture inuite avec les visiteurs du monde entier.
- L’aide aux interprètes inuits qui s’inscrivent dans la base de données des artistes interprètes du COVAN, utilisée pour l’élaboration de programmes relatifs aux Jeux.
- La promotion du programme ‘Vis tes passions dans le sport’, donnant lieu à la sélection d’un athlète inuvialuit, qui paraîtra dans une campagne d’affichage officielle en 2010. La série d’affiches comprenant des notes pédagogiques d’accompagnement a été distribuée à toutes les écoles dans l’ensemble du pays.
- L’établissement, en collaboration avec le COVAN et les QPNH, des paramètres pour sept postes de porteurs du flambeau inuits (âgés de 13 à 30 ans), dans le cadre du programme autochtone du relais de la flamme de Vancouver 2010. Aussi, la facilitation des activités de sensibilisation pour atteindre nos jeunes Inuits les plus intelligents.
- La collaboration avec le COVAN et les QPNH pour établir les paramètres de trois postes inuits de responsables de la flamme, dans le cadre du programme autochtone du relais de la flamme de Vancouver 2010. Les jeunes Inuits (âgés de 19 à 25 ans) choisis voyageront avec la flamme olympique et y veilleront, et courront dans le relais au besoin.
- La présidente de l’ITK a aussi présenté une allocution lors de l’inauguration du pavillon autochtone 2010, où une journée à caractère inuit est prévue pendant les Jeux olympiques d’hiver 2010 à Vancouver.
- L’ITK a travaillé avec les régions inuites afin de choisir des artistes inuits des quatre régions inuites pour créer des peintures, des imprimés et des dessins en vue de les exposer aux Jeux olympiques 2010. Dix artistes ont reçu des commandes pour faire chacun deux œuvres. Une œuvre sera exposée lors des Jeux et l’autre sera réservée pour un encan d’art prévu pour le mois d’août 2009. Les artistes se rendront à Vancouver pour une occasion de marketing et de merchandisage de haute gamme à l’automne. Une pièce de chaque région sera choisie et utilisée au Uqurmiut Arts and Crafts Studio comme inspiration pour une grande tapisserie. Celle-ci intégrera des éléments provenant des quatre régions inuites et sera installée de façon permanente à l’Anneau olympique de Richmond à Vancouver, le lieu officiel des compétitions de patinage de vitesse.
- L’ITK et le CINOVAN ont aussi travaillé avec le COVAN et les QPNH pour mettre en vedette les artistes inuits à l’Olympiade culturelle 2009, une célébration des arts et de la culture et un événement officiel associé aux Jeux d’hiver 2010. Vingt-cinq interprètes inuits ont participé à une série de programmes dans le Talking Stick Festival, ainsi qu’à une représentation spéciale aux bureaux du COVAN.

C’est avec une grande fierté que les Inuits collaborent avec le COVAN et les QPNH au moment où commence le compte à rebours des Jeux. Les activités au cours des mois prochains seront essentielles à la planification de la participation des Inuits aux Jeux d’hiver 2010. On prévoit que les Inuits participeront aussi à l’Olympiade culturelle 2010 et on a déjà commencé à travailler en vue d’avoir une présence inuite à d’autres lieux et événements associés aux Jeux d’hiver 2010.

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

L'Organisme de développement économique communautaire (ODEC) du Nunavut est le chef de file quant à l'établissement d'un comité du développement économique national inuit (CDENI) pour représenter les intérêts des organisations inuites de revendication territoriale du Nunavut, du Nunavik, de la région d'Inuvialuit et du Nunatsiavut. L'ITK fait partie de ce comité à titre de membre d'office et il aide à la coordination entre le comité et le conseil d'administration de l'ITK. Celui-ci a officiellement approuvé l'établissement du CDENI par l'adoption d'une résolution le 19 juillet 2008.

Le CDENI est un comité inuit / Affaires indiennes et du Nord canadien (AINC) conjoint ayant des représentants des organisations inuites, de l'administration centrale et des bureaux régionaux d'AINC. En travaillant en collaboration avec une vision commune par rapport aux principes de cogestion, le comité cherchera à trouver des solutions aux défis auxquels le Nunaat inuit fait face par rapport au développement économique.

Le travail sera axé sur les conditions économiques et les besoins que partagent tous les Inuits, tout en élaborant des dispositions proposées relatives aux programmes et en misant sur les dispositions et mesures institutionnelles établies par chaque entente inuite sur les revendications territoriales.

LA JEUNESSE

Le poste d'intervenant pour la jeunesse est financé par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC). L'intervenant pour la jeunesse coordonne les questions relatives à la jeunesse en travaillant étroitement avec le Conseil national des jeunes Inuits (CNJI). Les 2 et 3 mars 2009, l'intervenante pour la jeunesse a participé au forum *Main-d'œuvre en connexion* organisé par le Conseil pour le développement des ressources humaines autochtones, à Iqaluit, au Nunavut. Le gouvernement, les chefs d'entreprises et les organisations de placement autochtones se sont réunis pour offrir des solutions en vue de régler la pénurie d'emplois, établir des partenariats d'emploi pour ouvrir des portes aux jeunes Inuits et concevoir des possibilités de formation. On a fait des efforts pour combler les lacunes et améliorer les possibilités d'emploi, de formation et d'apprentissage pour les jeunes, ainsi que les conditions sociales et économiques des Inuits en général.

L'intervenante pour la jeunesse s'est rendue à Kuujuaq, au Nunavik, du 23 au 27 février 2009 pour participer à la conférence sur la santé des jeunes en matière de sexualité où des jeunes provenant de l'ensemble de l'Arctique se sont réunis pour discuter des jeunes et de la santé en matière de sexualité.

Les membres du CNJI, y compris l'intervenante pour la jeunesse, se sont réunis du 9 au 13 mars 2009 à Ottawa pour évaluer le CNJI à titre d'organisme constitué. On a aussi discuté de la création d'une Division de la jeunesse au sein de l'ITK, engageant plus de jeunes à temps plein dans le cadre du CNJI. On a décidé de l'endroit et de la date du Sommet des jeunes 2009. Il aura lieu à Inuvik, dans les T.N.-O., en septembre.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE

Depuis 2001, l'ITK offre aux éducateurs en matière de développement de la petite enfance (DPE) la possibilité de jouer un rôle clé dans l'élaboration d'un plan qui profitera aux enfants inuits à l'avenir. L'ITK continue de fournir une orientation et des rétroactions au gouvernement fédéral sur la perspective des Inuits sur le DPE avec l'appui du Groupe de travail inuit sur le développement de la petite enfance (le Groupe de travail). Nous avons tenu plusieurs réunions en 2008 nécessitant des voyages au sein du Canada. Notre première réunion en avril 2008 a eu lieu avec les fonctionnaires de Santé Canada travaillant avec l'unité de DPE et l'unité traitant de l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation fœtale (ETCAF). Ensemble, nous avons élaboré des objectifs pour le nouvel exercice.

Une conférence nationale sur l'éducation des Inuits s'est tenue à Inuvik, dans les T.N.-O., en avril 2008. Elle a donné lieu à un Accord sur l'éducation paninuit qui aidera à fournir de meilleurs services et ressources en matière d'éducation à nos enfants et nos jeunes. Une réunion du comité des intervenants et une séance de remue-méninges ont été tenues par la Dre Janet Smylie, chercheuse et médecin à l'hôpital St. Michael's. La Dre Smylie travaille actuellement à l'évaluation de la santé des enfants autochtones au Canada, en collaboration avec des chercheurs de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie et d'Hawaï, qui partagent les mêmes préoccupations sur les évaluations de la santé. Le projet a été financé par Santé Canada pour faire des recherches sur les évaluations de la santé en vue de rédiger un rapport comprenant des renseignements qui décrivent ce que nous connaissons à propos de la santé des enfants autochtones et des pratiques exemplaires sur la façon dont les renseignements provenant des évaluations de la santé peuvent être appliquées pour améliorer la santé des enfants autochtones.

En octobre 2008, les membres du Groupe de travail se sont réunis à Ottawa pour mettre à jour le mandat et pour s'entendre mutuellement sur l'organisation d'un événement futur – une conférence paninuite sur le DPE. Les résultats du sondage de 2006 sur les enfants autochtones ont été publiés à l'automne 2008. Pour la toute première fois, le gouvernement et les ONG qui travaillent ensemble pour fournir des services aux familles autochtones ont été en mesure de voir les anomalies ainsi que les forces chez leurs enfants. En fonction des renseignements du sondage, il y a des données concrètes pour établir des liens, des ressources et des services plus solides et meilleurs pour les familles autochtones. Bien que les enfants inuits aient à faire face à plusieurs défis, les familles inuites sont connues pour leur résilience, leur adaptabilité et leur connexion solide à leur langue et leur culture.

LE PROJET SUR LES ENFANTS INUITS AYANT DES BESOINS PARTICULIERS

Le projet a été financé par Santé Canada pour entrevoir les nombreuses lacunes dans les services et les maigres ressources disponibles au développement de la petite enfance (DPE). La stratégie de DPE chez les Inuits décrit les programmes et les services pour les enfants ayant des besoins particuliers, ce qui représente une partie importante du DPE chez les Inuits. Ceux-ci ont déterminé le besoin de formation supplémentaire et de ressources qui leur sont propres.

En 2007, le Groupe de travail inuit sur le développement de la petite enfance (le Groupe de travail) a élaboré un plan de travail, des sondages et des recherches pour le projet des besoins spéciaux. En 2008, le processus du sondage a été entrepris par les étapes de recherche technique et communautaire. Quatre différents types de sondage ont été élaborés pour la collecte de renseignements dans six régions. Les recherches ont été effectuées dans six collectivités inuites, en plus d'entrevues par téléphone et par écrit pour obtenir des renseignements ayant rapport à la formation, l'inclusion et l'expérience. Les réponses ont été différentes pour chaque région. Les recherches communautaires comprenaient la collecte de renseignements familiaux et professionnels relatifs aux expériences avec les enfants.

L'ITK se trouve maintenant aux étapes finales de la production d'un rapport pour Santé Canada. Le rapport comprendra diverses recommandations provenant de familles inuites et de professionnels inuits en soins de santé. Il décrira aussi le manque de ressources et de services dans les quatre régions du Nunaat inuit.

LE SOMMET NATIONAL DES FEMMES AUTOCHTONES

L'ITK a travaillé de près avec Pauktuutit, l'association des femmes inuites, en préparation au deuxième Sommet national des femmes autochtones qui s'est déroulé à Yellowknife en juillet 2008. Il a été organisé en collaboration par le premier ministre des T.N.-O., Floyd Roland, et la présidente de l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC), Beverley Jacobs. Le Sommet a rassemblé 150 femmes autochtones provenant de l'ensemble du pays pour tenter d'améliorer les conditions sociales et économiques des femmes autochtones et de leurs familles, qu'elles vivent dans une réserve ou non, ou dans une région rurale, nordique ou urbaine. Le slogan du Sommet était le suivant : Femmes fortes, collectivités fortes. Trois thèmes fondés sur des recommandations provenant du premier Sommet ont formé la base des séances plénières et des sous-groupes de discussion. Les trois thèmes étaient les suivants : Force, équilibre et honneur; Santé, sécurité et bien-être, et Égalité et autonomisation.

Violet Ford, du Conseil circumpolaire inuit (CCI), a présenté le mot d'ouverture au nom de l'ITK. Mme Ford était aussi la conférencière d'honneur au séminaire intitulé Égalité et autonomisation.

LA LANGUE ET LA CULTURE

L'ITK tient des discussions avec Patrimoine canadien (PCH) concernant l'évaluation et le renouvellement du programme intitulé Initiative des langues autochtones (ILA). L'ILA doit être renouvelée pour une autre année et les conditions générales de tous les programmes régis par la Direction générale des affaires autochtones de Patrimoine canadien seront évaluées l'année suivante. L'ITK travaillera avec les régions pour voir à ce que des recommandations soient proposées lors du processus d'évaluation.

Le mandat national de l'ITK s'étend au delà de PCH : il comprend les organisations régionales inuites, les gouvernements provinciaux et territoriaux et notre communauté circumpolaire. Le mandat du Comité national sur la langue des Inuits (CNLI) a été adopté par le conseil d'administration de l'ITK et il a été modifié pour inclure un membre du Conseil circumpolaire inuit (CCI) à titre de membre d'office. L'ITK travaille à renforcer les connexions entre les divers efforts liés à la langue dans l'ensemble du pays, établissant ainsi des liens entre la langue, l'éducation, l'alphabétisme et la recherche.

Voici quelques secteurs auxquels l'ITK a participé :

- La coordonnatrice des projets linguistiques et culturels de l'ITK a fait partie du conseil d'administration de l'Association nationale autochtone pour l'alphabétisation.
- L'ITK a présenté la Stratégie nationale sur la langue des Inuits lors du Sommet sur l'éducation des Inuits de l'ITK.
- La présidente Mary Simon a fait une présentation lors du Symposium sur les langues autochtones de l'Arctique.
- La coordonnatrice des projets linguistiques et culturels de l'ITK ainsi que quelques membres du CNLI ont participé à la conférence du Nunavut Literacy Council, 'Making the Links: Language Acquisition and Literacy Development in the Inuit Language'.

La coordonnatrice des projets linguistiques et culturels de l'ITK travaillera aussi de près avec d'autres employés de l'ITK au développement du Centre du savoir inuit pour veiller à ce que la langue inuite en soit un élément intégral. Un bulletin à l'intention du CNLI est aussi en élaboration et sert d'outil pour partager les renseignements et les pratiques prometteuses dans l'ensemble du Nunaat inuit.

L'ART INUIT

L'ITK a fait un don de temps en vue de concevoir une exposition d'art inuit en ligne intitulée 'Inuit Art Alive' (Art inuit vivant) conçue par l'Inuit Art Foundation (IAF). La coordonnatrice des projets linguistiques et culturels de l'ITK a fait partie du comité des conservateurs et joué un rôle de surveillance en matière de décisions/suggestions concernant les dialectes, l'examen du matériel et la recommandation de traducteurs. On a aussi fait appel à d'autres employés de l'ITK pour leur expertise linguistique et culturelle afin d'examiner des sections du site Web et de fournir des commentaires. L'ITK a aussi partagé des ressources axées sur la langue comme des sites Web et des documents sur la langue, la culture et les statistiques inuites.

Le conseil d'administration de l'ITK a aussi approuvé la demande de l'organisation visant à faire des recherches sur l'administration du Programme d'authentification de l'art inuit d'Affaires indiennes et du Nord canadien, connu comme 'Igloo Tag'. Une proposition sera présentée pour effectuer la recherche nécessaire. L'ITK est en train d'examiner le programme et l'incidence de son transfert à une organisation telle que l'ITK.

Belinda Webb : Directrice

Sharon Edmunds : Conseillère principale en politiques

Maria Wilson : Coordinatrice principale des projets

Andrea Carter : Adjointe administrative

Heather Campbell : Coordinatrice des projets linguistiques et culturels

Mishael Gordon : Coordinatrice du développement des jeunes enfants

Shelly Watkins : Intervenante pour la jeunesse

Alyssa Flaherty-Spence : Coordinatrice de la prévention du suicide chez les jeunes

DÉPARTEMENT DES COMMUNICATIONS

Le Département est responsable de la communication d'activités de l'ITK méritant d'être signalées aux médias, ainsi que de la création de documents corporatifs clés comme notre rapport annuel, la revue Inuktitut et Inuit Today. Nous répondons aux demandes de renseignements au sujet des Inuits du Canada et nous mettons à la disposition des départements et des dirigeants de l'ITK les documents et le soutien médiatique dont ils ont besoin pour informer les auditoires cibles au sujet des Inuits du Canada. Voici les faits saillants :

SOUTIEN MÉDIATIQUE

Nous avons apporté un soutien médiatique pour les nombreuses initiatives, annonces et conférences auxquelles la présidente Mary Simon et notre département ont participé. La présidente a continué sa tournée de conférences dans l'ensemble du pays avec des présentations en Ontario et dans les provinces de l'Atlantique.

Au cours du dernier exercice, le Département a diffusé un très grand nombre de communiqués, d'énoncés et d'avis aux médias, et rédigé plusieurs articles et commentaires voisins de la page éditoriale qui ont été publiés dans *The National Post*, le *Globe and Mail*, le *Hill Times*, *Embassy*, *Nunatsiaq News*, *News North* et *Above & Beyond*. Le personnel des Communications a aussi coordonné plusieurs entrevues avec les médias, notamment pour le Service du Nord de la CBC, Taqramiut Nipingat Incorporated, Okalakatiget Society, Inuit Broadcasting Corporation, Aboriginal Peoples Television Network, Global, CBC, CTV et CPAC.

TOURNÉE DE L'ARCTIQUE INUIT

En 2003, l'ITK avait organisé une 'Tournée de l'Arctique inuit' pour sensibiliser les hauts fonctionnaires fédéraux aux questions propres aux Inuits et pour faire visiter l'Arctique à des cadres supérieurs de la fonction publique.

En 2009, la Tournée de l'Arctique inuit a eu lieu du 20 au 24 avril au Nunatsiavut. Le groupe de 18 hauts fonctionnaires fédéraux comprenait des représentants de Santé Canada, du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, du ministère de la Justice, de Ressources humaines et Développement des compétences Canada, d'Environnement Canada, de l'Agence de la santé publique du Canada, du Conseil du Trésor et du Bureau du Conseil privé. Le gouvernement du Nunatsiavut a fourni un excellent soutien tout au long de la tournée. Les enjeux importants touchant les Inuits au Nunatsiavut ont été communiqués aux participants dans diverses situations. Les points saillants de la tournée incluaient des séances d'information organisées à Nain et Goose Bay, une excursion à Ten Mile Bay pour un dîner, et une pêche sous la glace près de Hopedale. Il y a eu une visite de la mine de Vale Inco ainsi que des installations à Hopedale et des services de soutien à St. John's. Air Labrador a fourni des services aériens pour la tournée et a commandité un dîner à Goose Bay. La tournée de 2010 aura lieu dans la région du Nunavik.

ÉDITION

La revue *Inuktitut* a été publiée deux fois cette année. Elle a été gérée de façon compétente par l'éditrice Melissa Irwin et publiée en inuktitut, en anglais et en français. Elle est publiée depuis plus de 40 ans et représente la publication en inuktitut la plus ancienne au Canada. Les numéros antérieurs sont disponibles sur le site Web de l'ITK.

TECHNOLOGIE

Le site Web www.itk.ca continue d'accueillir des internautes du monde entier de plus en plus intéressés aux développements dans l'Arctique canadien. Notre présence sur le Web fournit un portail pour une présence inuite croissante sur YouTube et un nouveau blogue pour notre présidente. Les flux en format RSS (Really Simple Syndication) assurent des mises à jour continues aux intéressés dans le monde entier.

Stephen Hendrie : Directeur des communications

Melissa Irwin : Agente des communications

Marcel Mason : Agent des communications (Mai 2009)

MERCI DE VOS DONNS À ITK

L'ITK est un organisme national caritatif sans but lucratif qui vise à préserver l'identité, la culture et le mode de vie des Inuits. Votre don à l'ITK a soutenu des initiatives particulières qui répondent à nos besoins les plus importants tels que le travail environnemental sur l'atténuation des répercussions du changement climatique, le développement de moyens d'améliorer la santé des Inuits et les questions touchant les enfants et la jeunesse. L'ITK est reconnaissante envers tous les donateurs qui ont renouvelé leur soutien pour l'ITK cette année. Nous aimerions reconnaître nos donateurs pour leur soutien continu au travail effectué par l'ITK. Pour des renseignements sur la façon de faire des dons à l'ITK, veuillez communiquer avec Natalia Haldorsen au 613-238-8181, poste 299.

Miriam Jayne	Catherine Mcgeer	Theresa Scott
M.L. Jayne	D McLeod	Anna Sedgwick
Joseph Johnson	Evan Melnyk	Paul Shtogryn
Eunice Johnston	Donald Micks	John and Joan Sichel
Guy Jones	Harold Mitchell	Mark Singer
David & Rosi Jory	Donald Moors	Burdett Sisler
Andrea Journeaux	Kathryn Morgan	Glen Soulis
Catherine Kohlsmith	Virginia Newman	Grace Street
Gordon Kurtz	James & Hildegard Nickels	Desna Sulway
Rosemary Lafrenier	Neilson-Jones Nielson-Jones	CPS Taylor
Margaret Laird	Donovan Olds	The Sisters, Faithful Companions of Jesus
Sylvia Lenard	Robert Paine	The South Saskatchewan Community Foundation
Marion M & Leonard T Lockwood	Alphonse Parent	The Women's Canadian Club of Toronto
Muriel Luca	Ruth Pearce	Ralph Thompson
Elaine Lutes	Ron Philipp	Helen Turbett
Alan MacDougall	Catalino Place	Adriana Van Leeuwen
Bonnie Maclachlan	Ian Pringle	Sofia & Pierre Walder
Elizabeth Malone	Jadvyga Rimsaite	Robert Westland
Patricia Martin	Jerold Rothstein	Ethel Woods
Joyce Mathieson	Wendy Russell	
	George & Helen Schwarz	

DÉPARTEMENT DES FINANCES

Le département des Finances et de l'Administration de l'ITK est constitué d'un personnel qui utilise des systèmes et des contrôles pour faire en sorte que les opérations financières de l'ITK soient transparentes et justiciables. Nous veillons à ce que tous les départements obtiennent des renseignements et du soutien financier précis et en temps opportun. Nous complétons aussi les préparatifs de voyage et entretenons la liste des donateurs de l'ITK.

Carol Jattan : Directrice

Koomook McLister : Commis aux finances

Irina Appa : Coordinatrice de l'administration et des déplacements

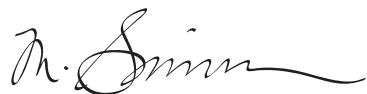
Natalia Haldorsen : Agente financière

BILAN SOMMAIRE

31 mars 2009, avec données comparatives de 2008.

	2009	2008
ACTIF		
Actif à court terme :		
Encaisse	73,741 \$	738,007 \$
Comptes à recevoir	175,530	250,611
Contributions à recevoir	3,436,261	1,406,518
Frais payés d'avance	22,950	23,945
	3,708,482	2,419,081
Immobilisations	304,213	162,187
	4,012,695 \$	2,581,268 \$
PASSIF ET ACTIF NET		
Passif à court terme :		
Comptes fournisseurs et charges à payer	2,745,825 \$	1,124,710 \$
Revenu différé	216,092	531,989
	2,961,917	1,656,699
Apports de capital différés	3,690	7,378
Actif net :		
Investis dans les immobilisations	300,523	154,809
Affectés à l'interne	299,437	299,437
Non affectés -		
Opération générale et projets financés	447,128	462,945
	1,047,088	917,191
	4,012,695 \$	2,581,268 \$

Au nom du conseil d'administration :



Directeur



Directeur

ÉTAT DES RÉSULTATS SOMMAIRE

31 mars 2009, avec données comparatives de 2008.

	Opérations générales	Activités subventionnées	2009 Total	2008 Total
RECETTES :				
Apports reçus et à recevoir	- \$	7,502,728 \$	7,502,728 \$	6,360,719 \$
Autres	330,841	-	330,841	429,531
	330,841	7,502,728	7,833,569	6,790,250
Recettes reportées, à l'ouverture de l'exercice	116,998	414,991	531,989	243,975
Recettes reportées, à la clôture de l'exercice	(126,748)	(89,344)	(216,092)	(531,989)
	321,091	7,828,375	8,149,466	6,502,263
DÉPENSES :				
Administration	-	4,735	4,735	646
Publicité	13,624	50,074	63,698	48,838
Frais bancaires	5,962	-	5,962	5,228
Communications	22,197	65,301	87,498	150,733
Distribution	5,879	24,999	30,878	43,110
Location de matériel	-	11,466	11,466	8,419
Assurances	12,048	-	12,048	11,775
Frais de bureau	81,593	137,698	219,291	79,208
Impression	2,554	113,118	115,672	103,494
Coûts de production	-	-	-	11,871
Honoraires professionnels	55,463	1,524,811	1,580,274	955,009
Loyer	247,406	106,596	354,002	316,785
Salaires et avantages sociaux	202,625	2,507,146	2,709,771	2,350,100
Traduction	4,096	74,177	78,273	59,746
Déplacements	154,785	1,627,402	1,782,187	1,148,903
CAPITAL :				
Ameublement/matériel	45,817	-	45,817	51,567
Améliorations locatives	188,098	-	188,098	-
Participation aux organisations affiliées :				
Activités liées à des projets	-	875,613	875,613	928,785
	1,042,147	7,123,136	8,165,283	6,274,217
FRAIS D'INVESTISSEMENT ET D'ADMINISTRATION				
Dépenses totales	(705,239)	705,239	-	-
	336,908	7,828,375	8,165,283	6,274,217
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES RECETTES SUR LES DÉPENSES AVANT LES TRANSFERTS ET L'AMORTISSEMENT				
	(15,817)	-	(15,817)	228,019
Amortissement des immobilisations	(91,889)	-	(91,889)	(76,804)
Amortisation des apports de capital reportés	3,688	-	3,688	3,688
Transfert des dépenses en immobilisations à l'actif net	233,915	-	233,915	51,567
	129,897 \$	- \$	129,897 \$	206,470 \$

SOMMAIRE DE L'ÉTAT DE MODIFICATIONS À L'ACTIF NET

31 mars 2009, avec données comparatives de 2008

	INVESTISSE- MENT DANS LES IMMOBILISATIONS	AFFECTÉS	NON AFFECTÉS	2009	2008
BILAN, DÉBUT DE L'EXERCICE Tel que présenté dans les derniers états financiers	154,809 \$	299,437 \$	462,945 \$	917,191 \$	710,721 \$
Excédent (Insuffisance) des recettes sur les dépenses	-	-	129,897	129,897	206,470
Amortissement des immobilisations	(91,889)	-	91,889	-	-
Investissement dans les immobilisations	233,915	-	(233,915)	-	-
Amortissement des apports de capital différés	3,688	-	(3,688)	-	-
BILAN, FIN DE L'EXERCICE	300,523 \$	299,437 \$	447,128 \$	1,047,088 \$	917,191 \$